

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

	Pages
P. Semard.....	La politique intérieure en France..... 1931
Gabriel Péri.....	Le cartel de l'acier et les accords de Thoiry..... 1939
Alfred Bernard.....	Le Congrès du Parti communiste anglais..... 1948
Franz Mehring.....	Karl Marx et Frédéric Engels..... 1951
A. Kurella.....	Les Etats-Unis socialistes d'Europe..... 1959
* * *.....	Le 9 ^e anniversaire de la révolution russe..... 1963
Michel Marty.....	Sur le Parti socialiste..... 1968
Georges Marrane.....	Dans la coopération : Les cercles de coopérateurs..... 1973
* * *.....	Décisions du B. P. et du C. C. sur la question russe. 1978
* * *.....	Revue des événements et documentation : La politique intérieure du 15 au 30 octobre 1926. — La quinzaine syndicale..... 1982

Prix du numéro : 1 fr. 50

*** ADMINISTRATION ***

142, rue Montmartre (2^e)

*** RÉDACTION ***

120, rue Lafayette (10^e)

PARIS

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ

132, Faubourg Saint-Denis - PARIS (10^e)

Tél. : Nord 07-51 et 97-32

Chèque Postal : 943-47

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe bimensuel du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 2 francs

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	10 fr.	1/2 \$
6 mois	18 fr.	1 \$
1 an	36 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 fr. 50

BIMENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	10 fr.	16 fr.
6 mois	18 fr.	30 fr.
1 an	36 fr.	58 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.

N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
P. Semard	La politique intérieure en France 1931
Gabriel Péri	Le cartel de l'acier et les accords de Thoiry 1939
Alfred Bernard	Le Congrès du Parti communiste anglais 1948
Franz Mehring	Karl Marx et Frédéric Engels 1951
A. Kurella	Les Etats-Unis socialistes d'Europe 1959
* * *	Le 9 ^e anniversaire de la révolution russe 1963
Michel Marty	Sur le Parti socialiste 1968
Georges Marrane	Dans la coopération : Les cercles de coopérateurs 1973
* * *	Décisions du B. P. et du C. C. sur la question russe 1978
* * *	Revue des événements et documentation : La politique intérieure du 15 au 30 octobre 1926. — La quinzaine syndicale 1982

ADMINISTRATION

142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦

120, rue Lafayette

PARIS

Lisons "l'Internationale Communiste"



Réagir « vite et bien » en face des événements politiques et économiques, dans une situation mondiale de plus en plus compliquée par les antagonismes d'un impérialisme exacerbé, telle est la tâche difficile que le Parti communiste doit apprendre à résoudre de mieux en mieux.

Or, l'expérience pratique acquise au cours des luttes révolutionnaires, tout indispensable qu'elle est, ne suffit pas. Il y faut aussi une culture marxiste, une culture léniniste.

D'où la nécessité d'une littérature communiste et en particulier de revues communistes.

C'est vrai en premier lieu, de la revue l'Internationale communiste, l'organe de l'Exécutif de l'Internationale. Pour que cette revue puisse traiter toutes les questions internationales avec une plus grande actualité que par le passé, elle paraîtra, à partir du 1^{er} octobre, toutes les semaines en Russie et en Allemagne et toutes les mesures techniques sont prises pour qu'elle sorte aussi rapidement et aussi régulièrement que possible.

La Direction du Parti attache la plus grande importance à la diffusion de la Revue de l'I. C. Un prix d'abonnement extrêmement réduit est consenti à tout abonné, membre du Parti, à condition d'adresser directement le montant de son abonnement au siège du Parti, 120, rue Lafayette, Paris (10^e). Chèque postal n° 508-64.

VOICI LES CONDITIONS :

Abonnement : 3 mois	8 francs
— 6 mois	15 —
— 1 an	30 —

Des carnets d'abonnements seront à la disposition des organisations. 10 abonnements recueillis donnent droit à un abonnement gratuit.

En vente au Bureau d'Éditions, 132, faubg. St-Denis, PARIS-10^e

LA POLITIQUE INTÉRIEURE EN FRANCE



Afin que les camarades puissent suivre le travail de notre Comité central, le B. P. a décidé de publier soit sous forme d'articles résumant les exposés principaux, soit sous forme d'extraits des discours, l'essentiel de ce qui fut discuté lors de la dernière session du C. C.

Nous reproduisons tout d'abord la partie du discours de Pierre Semard sur la politique intérieure en France.

La politique intérieure ne s'est pas considérablement modifiée depuis notre dernier Comité central en ce qui concerne la stabilisation financière. Il y a seulement une orientation plus précise du gouvernement vers la reconnaissance des dettes interalliées. Poincaré continue, par une série de mesures plus ou moins efficaces, à préparer la stabilisation en suivant, d'une façon prudente, le plan des experts.

Premiers symptômes des essais de stabilisation: le coût de la vie continue à augmenter automatiquement; en juillet, l'indice des prix de détail était de 574, en août 587, en septembre 590. Ce que nous avions dit sur la stabilisation et l'augmentation du coût de la vie se vérifie donc dans les faits. Ainsi, nous avions prévu que la livre se stabiliserait autour de 170 et effectivement elle a oscillé entre 165 et 175, avec une tendance à une légère baisse actuellement. L'inflation, que nous avions également prévue, se poursuit aussi d'une façon peut-on dire normale. On achète l'or en tirant de nouveaux billets: on achète aussi des devises étrangères; on annonce que la souscription nationale va croissant, c'est-à-dire que le volume de la dette intérieure augmente en même temps qu'augmente la dette extérieure: emprunt suisse, emprunt en Hollande, etc.

Le gouvernement est pour la reconnaissance des dettes. Il temporise; il veut vaincre les résistances qui d'ailleurs servent sa politique et lui permettent de continuer un certain chantage sur l'Amérique. Déjà les résistances s'atténuent. *Le Temps* dit: « Les polémiques irritantes qu'a suscitées ce problème se sont

un peu apaisées, ce qui permettra à notre gouvernement de conduire dans le calme les pourparlers en vue de l'amélioration des accords précédemment signés. » Et le *Bulletin Quotidien* du Comité des Forges, qui était hostile à la ratification, écrit maintenant :

« Après avoir entamé les négociations, après avoir coup sur coup envoyé deux missions officielles à Washington, après avoir conclu un accord auquel notre représentant a mis son paraphe, comment ne pas ratifier désormais sans exaspérer aux Etats-Unis les sentiments qui nous sont déjà peu favorables, sans nous aliéner l'aide américaine, sans nous exposer non seulement à ne pas avoir les Américains avec nous mais à les avoir contre nous dans toutes les questions d'argent où leur influence domine... »

C'est tout à fait symptomatique du revirement d'opinion qui s'est fait au sein des organisations capitalistes. Le gouvernement ayant avec lui l'appui du Comité des Forges et autour de lui toute la grande bourgeoisie favorable à une ratification avec réserve n'a plus qu'à vaincre l'hostilité parlementaire, qui d'ailleurs s'est considérablement atténuée ces derniers temps.

Le récent congrès radical est lui-même symptomatique par son orientation à droite et par sa position vis-à-vis des dettes. Il a voté un ordre du jour présenté par M. Bergery, ancien chef du cabinet de M. Herriot, et qui dit : « Il y aura lieu de stipuler notamment que la France n'aura en aucun cas et sous aucune forme à payer aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne plus qu'elle ne recevra de ses débiteurs européens, et qu'en cas de dissentiment intergouvernemental il sera prévu une détermination par voie d'arbitrage des transferts réalisables pendant une période déterminée, sans compromettre la stabilité monétaire. »

M. Caillaux s'est rangé complètement à l'opinion de M. Bergery et l'ordre du jour de ce dernier a été voté à une forte majorité par le congrès radical. Si Poincaré continue à manoeuvrer habilement, il aura sa majorité parlementaire puisque la grosse majorité du parti radical a voté cet ordre du jour.

Il essaiera de gagner du temps. Les journaux nous informent que la première discussion à la Chambre sera celle du budget. Pendant ce temps, Poincaré pourra continuer ses tractations. Il attendra que les élections américaines soient passées. Nous ne pensons pas qu'elles aient une grande influence pour ou contre la ratification puisqu'en Amérique les deux partis sont d'accord pour imposer cette ratification.

Quelle est l'attitude des chefs socialistes ?

Ils sont dans l'opposition, mais ils soutiennent indirectement la politique de stabilisation. Ils présentent les accords industriels actuels comme préparant la paix mondiale. Jouhaux a dit du Cartel du fer « qu'il était une étape vers l'organisation économique du monde et vers le développement pacifique du capitalisme ». Une telle pensée de la social-démocratie ne contrarie nullement le gouvernement dans sa politique de ratification et d'accords extérieurs.

En résumé, la politique intérieure est une politique de consolidation par des expédients divers et un acheminement vers la stabilisation financière par la ratification des accords avec ou sans réserves. Nous pensons qu'ils seront ratifiés avec réserves et que le gouvernement ne peut, en tout cas, faire autrement que de les ratifier.

Crise du parti radical

Le congrès du parti radical permet cette constatation : ce parti continue la démagogie propre aux radicaux socialistes : paroles de gauche, mais orientation à droite. Deuxième constatation : programme en contradiction avec l'orientation de la majorité. Enfin, une unité factice qui masque de prochains désaccords, et sans doute la scission, au sein du parti radical.

Le parti radical veut gouverner, le choix des moyens lui importe peu. Aussi, le *Bulletin Quotidien* du Comité des Forges peut-il dire, de sa politique, en une formule juste : « On se fait élire avec un programme démagogique, mais on ne gouverne pas avec un programme démagogique ». Son programme est à gauche et il cherche des alliés à droite ; quand il a la majorité parlementaire, il gouverne à droite en dosant ses ministères ou en collaborant avec un gouvernement de droite, comme c'est le cas aujourd'hui dans le gouvernement d'union nationale Poincaré ; et quand il gouverne à droite, il trouve toujours une excuse en disant : c'est pour le pays, pour la défense nationale, pour la défense du franc. Bref, le parti radical est à la fois démocrate et réactionnaire ; il ménage à la fois la réaction et ses alliés de gauche. Il souligne comme courageuse et parfaitement honorable l'union des radicaux autour de Poincaré ; il félicite Herriot pour son entrée dans ce gouvernement d'union nationale. A Bordeaux on a une fois de plus entériné la politique du parti radical, sa collaboration, gouvernementale ou autre, avec la réaction.

D'autre part, le parti radical ménage les socialistes. Il déclare ne pas vouloir de conflit avec eux. Séparés des socialistes par des divergences doctrinales essentielles, ils se déclarent proches d'eux « par un amour commun du progrès et de la justice ». Pas d'ennemis à gauche, communistes exceptés.

Le parti radical espère ainsi pouvoir continuer sa collaboration au gouvernement d'union nationale et réaliser l'accord des gauches pour les prochaines élections sénatoriales de janvier.

Le congrès radical s'est bien gardé de se prononcer sur le fond des questions. Il a adopté un programme démagogique pour ne pas rompre avec la gauche, donné satisfaction à la droite en félicitant Herriot. Il espère aller ainsi aux élections sénatoriales et, par un accord avec les socialistes, renverser alors la majorité formelle au Sénat et pouvoir réclamer le scrutin d'arrondissement pour les prochaines élections législatives.

Mais trois courants subsistent au sein du parti radical : ceux qui veulent rompre avec les socialistes, ceux qui cherchent leur appui électoral, et ceux qui réclament leur collaboration gouvernementale. Le parti radical-socialiste marche à sa décomposition. Si la crise n'y est pas aussi apparente que dans le parti socialiste, elle est tout aussi profonde.

La crise actuelle du parti socialiste aura des répercussions au sein même du parti radical et nous allons sans doute à de nouvelles formations politiques par des scissions au sein des deux partis.

A ce propos, voici ce que dit G. Ponsot dans *l'Ere Nouvelle* :

« Que Boncour et Renaudel le veuillent ou non, la scission socialiste est inévitable. Cinquante députés unifiés ont l'intention, je le pense du moins, de se représenter devant leur collège électoral. S'ils répudient les suffrages républicains, ils recueilleront un nombre de voix misérable ; leur candidature est vouée à l'inévitable échec. Unis aux radicaux, ils seront victorieux... »

« Il faut que Boncour et Renaudel, ce pêcheur flexible et ce pommier arrondi, que j'ai quelque peu secoués aujourd'hui pour faire tomber les fruits blets de l'opportunisme, se mettent bien en tête qu'ils sont des cartellistes par destination, et que nous voulons remplacer le cartel disloqué de 1924 par un autre cartel, comprenant les cinquante unifiés réformistes, les républicains socialistes, les radicaux socialistes et les radicaux, afin de constituer une majorité de gouvernement à gauche... »

Voilà une opinion d'une certaine valeur, Ponsot ayant, avec ses amis radicaux et socialistes, des rapports assez étroits pour être apte à donner une analyse exacte de la situation des deux partis.

La situation du parti socialiste

Dans le parti socialiste, il y a une extrême-gauche encore flottante mais qui se développe. Cette gauche combat les radicaux avec la dernière énergie. Puis il y a un centre composé de plusieurs tendances ou personnalités, avec Blum, Paul-Faure, Compère-Morel, Zyromski, Bracke, etc. Il est majorité dans la C. A. P., qui essaye de prendre des mesures d'autorité pour donner satisfaction aux ouvriers socialistes et à la gauche de plus en plus arrogante. Mais en même temps les actes d'indiscipline s'aggravent. Le centre ménage les radicaux. Il comprend des adversaires de la dictature, au moins en paroles, comme Compère-Morel. Donc, ce centre est voué à la décomposition. Enfin, il y a une droite tout à fait active, dirigée par Renaudel, qui ne se gêne pas pour dire qu'il continue la politique du cartel malgré les ukases de la C. A. P.

Dernièrement, la C. A. P. exigeait que Renaudel quittât *le Quotidien*. Renaudel démissionna, mais dans sa lettre ironique, il affirmait en même temps qu'il continuerait sa collaboration au *Quotidien* comme d'autres socialistes.

La C. A. P. a demandé des comptes à Paul-Boncour. Celui-ci est venu devant la C. A. P., on a écarté toute discussion autour du cas Paul-Boncour, on a trouvé une cote mal taillée, un ordre du jour de renvoi à un prochain congrès ; et déjà la C. A. P. s'est à peine prononcée que toutes les fédérations de droite protestent et disent leur admiration pour la politique de Paul-Boncour. Les fédérations de l'Ain, de l'Hérault le félicitent pour son rôle à Genève.

Marquet, socialiste, maire de Bordeaux, reçoit les délégués au congrès radical en sa mairie, et il assiste au congrès où il affirme ses bons sentiments, son désir d'entente avec les radicaux.

Mistral, maire socialiste de Grenoble, va chercher Herriot à Lyon pour banqueter à la Tour-du-Pin, où la fine fleur du socialisme régional se félicite de l'évolution du parti socialiste vers le radicalisme.

Le sénateur S. F. I. O. Brenier écrit : *« J'ai dit à la Tour-du-Pin que les divergences de doctrines entre les radicaux et nous étaient plus apparentes que réelles. Je n'en veux pour*

preuve que les tracts de propagande de notre Fédération du Rhône, qui parlent simplement de la transformation de la propriété anonyme en propriété collective. D'autre part, le parti radical a évolué grandement : il ne soutient plus le salariat comme une forme intangible du travail ; de même pour la nationalisation des monopoles de fait qu'il réclame comme nous. »

Un autre socialiste, Chastanet, écrit dans l'*Ere Nouvelle* :

« Il faut voir la vie telle qu'elle est.

« Convient-il, deux ans après la constitution du Cartel, de nous retourner contre les radicaux au lieu de nous redresser contre les réactionnaires qui profitent de nos divisions ? A mon avis, nous n'avons pas plus le droit d'intervenir dans la vie intérieure du parti radical que les radicaux n'ont celui de venir intriguer chez nous. »

Voilà des marques récentes de l'état de crise du parti socialiste.

Enfin, au Conseil général de la Haute-Garonne, les socialistes ont combattu une proposition d'amnistie présentée par un autre socialiste, et il faut souligner le compte rendu suivant qu'en donne le journal *l'Etincelle* :

BERLIA. — Nous n'admettons pas que des jeunes gens viennent donner des leçons à de vieux militants socialistes comme nous. Nous aussi avons subi des répressions, mais sans crier aussi haut ! (*Très bien*). Je veux croire qu'ils n'ont commis qu'une faute vénielle ; les vrais coupables, ce sont ceux qui leur mettent des tracts en mains et demeurent à l'abri. Voilà ce qu'il y a de criminel, et je ne veux en rendre responsables ni fonctionnaires, ni magistrats. Moi, socialiste, je n'ai aucune solidarité avec le bolchévisme, qui est la négation de la démocratie.

Jean RIEUX. — Dites : la caricature du socialisme !

BERLIA. — Il n'a pas d'adversaires plus résolus que nous, socialistes. Les communistes n'ont pas d'ennemis plus acharnés que les socialistes. Qu'ils le sachent bien ! *J'ai plus de confiance dans la bourgeoisie libérale, animée de l'esprit de progrès, que dans le communisme dévoyé qui nous vient de Russie.* Je ne voterai pas un vœu de défi. Nous pouvons faire appel à la clémence sans justifier des actes que je réprouve.

(Le préfet et les conseillers radicaux approuvent frénétiquement le socialiste Berlia).

Nous devons tirer de cet état de décomposition doctrinale et organique du parti socialiste des enseignements pour notre tactique.

La C. A. P. elle-même est divisée. Elle veut faire acte d'au-

torité, mais elle est impuissante et ne peut prendre aucune mesure contre les incartades multiples des chefs socialistes de droite. Au Parlement, le parti socialiste se divisera encore en trois tronçons quand il s'agira de voter. La discipline n'existe plus dans le parti, et encore moins au sein du groupe parlementaire. Les manœuvres centristes de Blum et de Compère-Morel n'empêcheront pas le développement de la droite ministérielle et cartelliste ; les prochaines élections et les combinaisons auxquelles elles donneront lieu apporteront de l'eau à son moulin. En particulier, les prochaines élections sénatoriales vont déterminer un développement de la droite. La crise va aller s'aggravant ; elle n'est qu'à son début ; la perspective d'une scission dans le parti socialiste n'est pas à écarter.

Conclusions

Mon rapport ne peut pas être détaché du co-rapport de notre camarade Thorez sur les résultats de notre campagne et les tâches du parti. C'est intimement lié. Je ne veux apporter de conclusions que sur la situation intérieure et les problèmes que posent les crises du parti radical et du parti socialiste.

Dans les grandes lignes, pas de modifications importantes à nos perspectives et à nos mots d'ordre. Toutefois, nous devons accentuer notre agitation contre la ratification des dettes extérieures, et nous devons préciser notre attitude vis-à-vis du parti socialiste. C'est une des choses les plus importantes.

Nous devons faire un travail plus systématique dans les centres socialistes. Par exemple, quand des faits se passent comme ceux dont fut le théâtre le Conseil général de la Haute-Garonne, il serait bon qu'immédiatement nous allions dénoncer sur place l'attitude de certains chefs socialistes. Quelque temps après cela n'a plus la même importance.

Les élections sénatoriales de janvier prochain demandent aussi certaines précisions de notre parti, et il sera bon qu'une lettre ouverte fixe le plus rapidement possible notre position. Les élections vont porter sur trente départements. Il y aura cent sénateurs à élire. A Paris, il s'agit de mettre Millerand en échec. Il ne s'agit pas pour nous de manœuvres sourdes. Il faut que nous fissions connaître publiquement notre position aux ouvriers.

Il y a aussi quelques élections législatives complémentaires en prévision : trois sièges dans le Nord, un dans les Vosges, un dans la Nièvre. Nous devons profiter de ces campagnes électorales pour accentuer notre agitation, en particulier dans le Nord où les chefs socialistes ont encore une grande autorité.

Il ne faut pas oublier dans notre propagande régionale de souligner avec force la situation du parti socialiste. Nous l'avons fait au cours de notre campagne d'agitation, et cela nous a attiré beaucoup de sympathies et d'adhésions d'ouvriers, dont quelques-uns étaient membres du parti socialiste, et dont les lettres sont significatives, car elles nous disent : « Il est évident que le parti communiste est seul à défendre la classe ouvrière, et nous y adhérons ». Nous devons poursuivre notre agitation et nous avons l'assurance que notre parti gagnera certainement les dix mille membres que le Comité central avait prévus.

Pierre Semard.



LE CARTEL DE L'ACIER

== et les accords de Thoiry ==

♦ ♦ ♦

L'article du camarade Péri est le résumé de l'exposé qu'il fit au Comité central de notre Parti, lors de sa dernière session. Il constitue un examen des plus intéressants de la situation européenne en octobre 1926. Dans un article leader de l'Humanité du 22 octobre, Marcel Cachin eut d'ailleurs l'occasion d'en recommander l'étude à nos lecteurs.

LA RÉDACTION DES « CAHIERS ».

La constitution du Cartel franco-allemand de l'acier marque une étape importante dans la voie de la concentration capitaliste internationale.

Origine du Cartel

Origine du Cartel. — Depuis 1913, la consommation mondiale de l'acier n'a augmenté qu'aux Etats-Unis où l'industrie nationale satisfait à peu près tous les besoins. Ailleurs, elle est restée stationnaire alors que la production se développait.

a) Avant la guerre, l'industrie métallurgique française importait le coke du bassin de la Ruhr. Le traité de Versailles a rendu à la France ses minerais, ses usines métallurgiques et, par là même, il a accru le besoin en coke dont souffrait l'industrie française.

b) De 1919 à 1923, les magnats de la Ruhr (charbon) et ceux de Lorraine (fer) se livrent une guerre féroce dont l'expression la plus violente fut l'occupation du bassin de la Ruhr par le gouvernement Poincaré (Comité des Forges).

La grosse industrie française espérait pouvoir régler par la force son litige avec les concurrents allemands en mettant la main sur les gisements houillers de la Ruhr.

L'opposition anglo-américaine et les difficultés financières de la France font échouer ce projet.

c) Pendant la période de la chute du mark, les industriels allemands investissent de grands capitaux dans l'industrie sidérurgique. Ils bénéficient en outre des crédits américains. Leurs firmes élèvent

leur capacité productrice. La production de la fonte et de l'acier atteint 120 p. 100 de la production d'avant-guerre. Elle permet à l'industrie allemande de s'affranchir de la concurrence du fer lorrain et même de supplanter les industriels lorrains dans la fourniture de produits métallurgiques aux usines de transformation de l'Allemagne du Sud.

d) *La stabilisation du mark changea les rapports entre les industriels français et allemands.* La stabilisation du mark empêchait l'Allemagne d'exporter à bon marché cependant que la dépréciation du franc français permettait à l'industrie lourde française d'inonder l'Allemagne moyenne et méridionale de minerai et de produits demi-finis. Pour lutter contre cette concurrence, les industriels allemands essaient de maintenir à un niveau élevé les prix intérieurs au moyen de tarifs douaniers protectionnistes.

Fin janvier 1925, prend fin le régime douanier de faveur dont bénéficiait la France depuis le traité de Versailles. C'est l'origine des pourparlers.

e) Pour permettre à la métallurgie française de faire pénétrer ses aciers sur le marché allemand, les délégués de la sidérurgie française demandèrent que fussent réduits les droits protecteurs allemands.

Les Allemands formulèrent cette contre-proposition : Ils proposèrent d'admettre en Allemagne, à des conditions spéciales, un contingent déterminé d'acier lorrain sans qu'il fût touché aux droits de douane.

C'est sur cette base qu'a été élaboré l'accord du 30 septembre 1926.

Le fonctionnement du Cartel

a) Ont adhéré à l'accord du 30 septembre : l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg, la Sarre.

L'accord se compose de deux parties :

1° L'accord franco-allemand sur l'importation de l'acier français en Allemagne. L'acier français sera acheté et vendu par le syndicat allemand (cet accord entre en vigueur dès la signature du traité de commerce franco-allemand) ;

2° L'accord proprement dit ou le Cartel.

b) L'entente a pris pour base une production totale annuelle de 25.287.000 tonnes, chiffre légèrement supérieur à quatre fois la production des cinq pays contractants pendant le deuxième trimestre de 1927 (6.597.000 tonnes) et qui pourra d'ailleurs être porté les années suivantes jusqu'à 30 millions 560.000 tonnes. La répartition entre les pays est la suivante :

Allemagne, 43,18 p. 100 ; France, 31,18 p. 100 ; Belgique, 11,56 p. 100 ; Luxembourg, 8,30 p. 100 ; Sarre, 5,70 p. 100.

Chaque trimestre, l'organisme central du Cartel ayant reçu les statistiques de production de chaque pays, procédera à un ajustement de la production aux besoins approximatifs du marché mondial. Ses décisions seront transmises aux organismes nationaux qui procéderont à un nouveau partage entre les firmes adhérentes.

Tout adhérent qui aura dépassé son pourcentage, devra verser à l'organisme luxembourgeois 4 dollars par tonne produite en excédent. En revanche, s'il n'a pas atteint ce contingent, il recevra une ristourne de 2 dollars par tonne, sans que cependant le déficit de production puisse dépasser 10 p. 100. Il y aura donc une caisse centrale de compensation, avec un fonds de garantie constitué par le versement d'un dollar par tonne d'acier fabriqué, redevance qui, en fin d'exercice, fait retour aux usines productrices.

Le Cartel, l'Angleterre, les États-Unis. l'U. R. S. S.

a) Les métallurgistes belges, à qui on avait alloué primitivement une quote-part de 205.000 tonnes, ont obtenu, comme ils le réclamaient, un supplément de 30.000. Ils avaient été poussés à déposer cette revendication par l'Angleterre, dont le capital domine la Belgique et qui voit avec inquiétude la constitution du Cartel.

L'Angleterre n'a pas adhéré au Cartel du fait de l'inorganisation relative de sa métallurgie. Celle-ci est paralysée par la grève houillère (en juin 75.000 tonnes d'acier au lieu de 1.200.000). Elle n'aurait pu lui permettre d'obtenir un contingent correspondant à ses capacités de fabrication.

Bien que la décision anglaise soit subordonnée à l'issue de la grève minière et au résultat de la Conférence des Dominions, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Cartel semble probable (elle est le seul moyen pour elle d'éviter des pertes que lui causerait la concurrence continentale et une garantie pour le maintien des prix élevés en Europe).

La Belgique, soucieuse de pouvoir s'épauler éventuellement à l'Angleterre contre le bloc franco-allemand — et aussi l'Allemagne — pousse à l'entrée de l'Angleterre dans le Cartel.

b) Le Cartel réaliserait un front unique :

Contre l'U. R. S. S., sur le marché de laquelle toute concurrence serait évincée et des prix usuraires imposés ;

Contre les États-Unis, pour pouvoir refouler la concurrence américaine sur le marché mondial, notamment par un dumping rendu possible grâce aux profits réalisés par les prix élevés en Europe.

c) Le Cartel européen aura son appendice dans l'Europe centrale où se constituera bientôt, à Vienne, une association du fer comprenant la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Autriche, cette der-

nière dominée par la Société Alpine Montan entre les mains d'un trust allemand.

Parallèlement au Cartel de l'acier, d'autres associations se constituent, tendant à englober les entreprises européennes s'occupant d'une même production. Entente de la potasse — syndicat des lampes électriques (Allemagne, France, Etats-Unis) — Cartel du rail (France, Angleterre, Belgique, Pologne) — en préparation, l'entente du benzol (France, Allemagne, Angleterre, Belgique), du cuivre, de la colle, du textile. Ainsi se généralise la politique de rationalisation.

La constitution de tels cartels d'ailleurs ne fait point disparaître les raisons de rivalités inter-capitalistes puisqu'aussi bien on envisage déjà la possibilité de constitution de blocs antagonistes au sein des associations internationales.

Ils ont en outre pour conséquence le maintien de prix élevés sur le marché intérieur, c'est-à-dire un renchérissement des produits finis aux frais des consommateurs. Il entraîne la collaboration internationale capitaliste contre le mouvement revendicatif de la classe ouvrière. Il vise au partage de débouchés, à l'atténuation des effets de la concurrence, à la hausse des prix; il tend à rendre sa stabilisation au capitalisme partout si gravement menacé.

La signature du Cartel de l'acier constitue donc la base économique solide de la politique continentale présente. Les négociations entre industriels franco-allemands avaient précédé les conversations diplomatiques en 1924, comme les réunions des experts anglo-saxons et la conférence sur les réparations précédèrent la négociation de Locarno. Les pourparlers de Genève et de Thoiry sont la traduction dans le domaine politique des nécessités économiques de l'heure.

En ce sens, ces pourparlers marquent dans l'orientation de la politique européenne d'après-guerre une étape dont il faut dégager les caractéristiques.

De Locarno à Thoiry

On peut résumer ainsi les mobiles qui inspirèrent la politique britannique qui aboutit à la conclusion du pacte de Locarno.

En 1925, l'Empire est atteint d'une crise grave. Il a perdu une partie du marché européen. Une économie indépendante se développe dans ses Dominions et ses colonies. La production de l'acier, de la fonte et du charbon diminue. Le chômage augmente. Les ouvriers s'orientent vers des moyens de lutte plus radicaux, les opprimés coloniaux s'agitent. Les uns et les autres subissent l'attrait grandissant de la Russie soviétique.

Ces facteurs assignaient à l'Angleterre les buts politiques qu'elle atteignit à Locarno.

Rétablir entre la France et l'Allemagne l'équilibre rompu par le traité de Versailles.

Eliminer la France de la direction du concert européen, en coupant les attaches étroites qui liaient Paris à Prague et à Varsovie. Profiter pour cela des difficultés financières de la France engagée par ailleurs dans deux guerres coloniales.

Détourner le Reich de la Russie soviétique en lui ouvrant les portes de la S. D. N.

Constituer ainsi un bloc européen dirigé contre l'U. R. S. S. et contre les peuples coloniaux.

L'Allemagne adhéra à la politique de Locarno en raison de son impérieux besoin de crédits anglo-saxons, et parce que cette adhésion représentait pour le Reich la possibilité de faire valoir dans l'avenir des revendications politiques précises : Sarre, Dantzig, couloir polonais, Eupen et Malmédy, Haute-Silésie, mandats coloniaux.

Entre 1925 et 1926, la crise britannique s'est aggravée. Pendant onze jours, la grève générale a paralysé l'Angleterre. La prolongation de la grève du charbon a atteint toutes les industries de Grande-Bretagne.

Pendant les quatre mois qu'a duré le lock-out, les importations ont diminué de 25.500.000 livres sterling, les exportations de 46.000.000 livres et les réexportations de marchandises d'origine étrangère de plus de 13.500.000 livres.

La diminution totale dans le commerce depuis le 1^{er} mai est évaluée à 85.250.000 livres sterling (16 milliards de francs-papier).

En même temps les importations de charbon vont en grandissant : en août, c'était à peu près 4.000.000 tonnes; en juillet, 2.300.000 tonnes; en juin, 600.000 tonnes.

Pour les huit premiers mois de 1926, l'industrie houillère a perdu plus de 17.000.000 livres sterling (pour l'exportation du charbon) comparé avec 1925 et plus de 32.000.000 par rapport à 1924.

Le courant d'indépendance s'est développé dans les Dominions, les colonies et chez les peuples opprimés, ainsi que l'attestent les élections égyptiennes et canadiennes et les événements de Chine.

Parallèlement à ce déclin de l'impérialisme britannique s'est produit une consolidation de la bourgeoisie allemande qui, pendant une année, sut profiter de l'aide économique américaine, de la collaboration politique britannique, sans rompre cependant avec l'U. R. S. S. (traité germano-soviétique).

Les facteurs qui inspirèrent la politique britannique à Locarno, en 1925, guident les efforts britanniques en 1926, pour réaliser à la session de Genève l'entrée du Reich dans la Ligue. Mais sitôt après l'adhésion allemande à la Ligue, *le déclin britannique, le regain allemand se manifestent avec éclat à Thoiry.*

Avec 65 millions d'habitants vivant sur un territoire restreint,

possédant une grande industrie concentrée, le Reich a besoin d'exporter ses marchandises et ses capitaux. Il a besoin de reconstituer son territoire d'avant Versailles, de poursuivre sa politique continentale d'avant 1914 et de posséder des colonies.

De son côté, l'industrie lourde française espère trouver dans le Cartel de l'acier le soutien nécessaire pour éviter la crise de débouchés qui résultera inévitablement de la stabilisation si l'industrie française de transformation doit restreindre sa production.

Elle a besoin en outre de crédits extérieurs pendant la réalisation de la stabilisation du change, et l'Allemagne les lui offre, lui faisant espérer qu'elle pourra se passer de l'Amérique. C'est là qu'est la pointe contre l'Amérique.

C'est sur ces bases que s'élabora le projet d'accord de Thoiry, dont la presse officieuse allemande a indiqué ainsi les termes :

- 1° Evacuation de la Rhénanie par les troupes françaises;
- 2° Rachat de la Sarre;
- 3° Désintéressement de la France dans les négociations éventuelles franco-belges à propos d'Eupen et de Malmédy;
- 4° Mobilisation des obligations ferroviaires allemandes.

Mais en dépit des intérêts économiques évidents qui poussent les deux capitalismes à se rapprocher et à s'unir, leurs divergences d'intérêts rendent l'accord difficile, et les négociations de Thoiry sont en panne.

Le déclin britannique

Tel quel, le projet d'accord de Thoiry modifie radicalement toute l'orientation de la politique européenne.

A l'équilibre franco-allemand, contrôlé par l'Angleterre, se substitue une entente directe entre l'Allemagne et la France, dont l'Angleterre est exclue et qui échappe à sa surveillance.

La Grande-Bretagne cesse d'être l'arbitre de la politique européenne. Cela à l'heure où le marasme de sa situation économique et financière est plus profond que jamais, où elle perd position sur position en Europe centrale, où elle est isolée en Chine et gravement atteinte par les effets du boycott.

Pour sauver le système de Locarno : 1° elle cherche à se créer un moyen de pression sur la France dans la Méditerranée en favorisant les revendications coloniales de l'Italie (entrevue de Livourne); 2° elle favorise les intrigues polonaises contre la Lithuanie et les négociations polono-allemandes. (En échange de la Lithuanie, Pilsudski abandonnerait Dantzig qui serait restituée à l'Allemagne moyennant la dénonciation par celle-ci du traité germano-soviétique.)

La recrudescence allemande

Le traité de Versailles avait exclu l'Allemagne du rang des grandes puissances (Perte des colonies, confiscation des capitaux à l'étranger, occupation militaire, destruction de la flotte de guerre allemande, indemnité des réparations »).

A l'heure actuelle, la bourgeoisie allemande a réussi à obtenir l'aide du capital américain. L'Amérique a pris en mains le règlement de la question des réparations. L'emprunt américain a permis la stabilisation de la devise allemande. La bourgeoisie allemande qui, en 1923, avait tremblé devant la révolution ouvrière, a repoussé la classe ouvrière et se renforce politiquement et économiquement. La stabilisation relative du capitalisme européen a réveillé toutes les espérances de la bourgeoisie allemande. Lorsque les dangers les plus pressants parurent surmontés, la bourgeoisie allemande a pu créer les bases d'un nouvel impérialisme.

Un grand nombre de conditions importantes de l'impérialisme moderne existent dans l'Allemagne actuelle. Dans les principales branches de production : fer et charbon, industrie chimique, industrie de la potasse, industrie électro-technique, l'Allemagne a une part importante aux monopoles mondiaux. Le trust allemand des couleurs est une grande puissance internationale. Le trust allemand de l'acier renforce sa position mondiale par ses négociations avec la France et la Belgique. Le manque de capitaux, provoqué par les conséquences de la période d'inflation, a considérablement diminué depuis 1924. Depuis le début de cette année, on assiste à la reconstitution d'un marché financier intérieur important.

La S. D. N. peut rendre dans le domaine de la reconstitution de l'impérialisme allemand des services tels que l'orientation présente de la politique extérieure du Reich détermine un regroupement des partis, un rassemblement des hommes de l'industrie lourde autour de la politique de Stresemann, un effort pour reconstituer la grande coalition. L'appel de l'industriel Silverberg aux socialistes et la démission de Von Seeckt caractérisent ce regroupement des partis allemands. Les socialistes allemands se sont déclarés prêts à collaborer au pouvoir.

Dans le domaine diplomatique, lié à la France et à l'Angleterre, le Reich peut jouer alternativement la carte française contre l'Angleterre et la carte anglaise contre la France. Lié encore à l'Union soviétique, il peut utiliser le traité germano-soviétique comme instrument de pression contre la France et l'Angleterre.

La rivalité Europe-Amérique

La politique de Thoiry n'est pas seulement caractérisée par le déclin de l'impérialisme anglais, par le regain de l'impérialisme allemand.

Elle est de plus la première grande tentative de deux bourgeoisies débitrices de s'évader de la tutelle américaine.

Le Plan Dawes a placé l'économie allemande sous le contrôle étranger. La Reichsbank et les chemins de fer allemands sont aux mains du capital étranger. Les impérialistes allemands d'aujourd'hui doivent non seulement supporter l'occupation française, mais ils ne peuvent même pas diminuer l'impôt sans la permission de l'étranger. Les obligations de réparations contraignent l'Allemagne à des prestations annuelles qui représentent pour l'économie allemande une perte nette de un milliard et demi de marks-or par an, somme qui s'élèvera, au cours des années prochaines, à beaucoup plus de deux milliards et demi de marks-or.

L'impérialisme allemand ne peut pas ne pas s'efforcer de renverser ces obstacles qui s'opposent à son développement.

De son côté, la bourgeoisie française a besoin de crédits. Elle ne peut les obtenir de l'Amérique qu'en ratifiant l'accord Mellon-Berenger. Aussi recherche-t-elle l'aide active du capitalisme allemand.

Les capitalismes franco-allemand s'épaulent contre le créancier de Wall Street.

Ainsi s'explique le mécontentement provoqué outre-Atlantique par le projet d'accord de Thoiry. Or, l'opposition américaine peut faire échouer l'opération envisagée (mobilisation des obligations allemandes) et cela pour deux raisons :

1° Seul l'agent des transferts de la Commission Dawes ne disposer des obligations des chemins de fer allemands. S'il maintient ce principe que les paiements prévus par le Plan Dawes ne peuvent être transférés d'Allemagne, les obligations ne pourront être ni vendues, ni servir de garantie à un emprunt à l'étranger;

2° L'opération projetée a en outre besoin de l'appui complet du marché américain, seul susceptible de recevoir ces obligations ou d'accorder un emprunt garanti par ces obligations.

Cet appui américain est problématique et subordonné dans tous les cas à la ratification de l'accord Mellon.

* *

De ce qui précède, on peut résumer ainsi les caractéristiques de la situation mondiale à la suite des tentatives de rapprochement franco-allemand :

a) Déclin de la puissance britannique, atteinte sur la Métropole et dans ses possessions lointaines. Préparés par l'Angleterre, les instruments de Locarno se retournent aujourd'hui contre elle;

b) Regain de l'impérialisme allemand qui profite de l'aide anglo-saxonne et de son entrée dans la S. D. N. pour reconstituer sa puissance redoutable d'antan;

c) Tentative de l'impérialisme français de secouer la tutelle britannique par un rapprochement direct avec l'Allemagne;

d) Transformation à l'intérieur du système européen de blocs rivaux sur le type des alliances d'avant-guerre (franco-allemand, anglo-italien, italo-roumain, etc.);

e) Tentatives d'encerclement de l'U. R. S. S. dirigées par l'Angleterre, inquiète de l'attrait de la révolution russe sur la classe ouvrière anglaise et les peuples d'Extrême-Orient;

f) Lutte aggravée entre les Etats-Unis et l'Europe capitaliste à l'intérieur de laquelle le Bloc franco-allemand essaie de se soustraire à la tutelle yankee.

Les États-Unis socialistes d'Europe

La II^e Internationale répand l'illusion que les ententes économiques intercapitalistes dans le genre du Cartel de l'acier, représentent une garantie de paix. Nous avons vu à quels besoins précis répondaient en réalité de pareilles ententes et quelles conséquences inéluctables elles auraient sur le monde du travail.

Il faut ajouter en outre que les illusions socialistes dans ce domaine ont toujours été démenties par les faits. Il y avait déjà en 1884 un Cartel du rail, auquel toutes les grandes nations adhéraient dès 1910. A cette époque, quatre ans avant la guerre, on comptait déjà dans le monde une centaine de cartels.

L'équilibre réalisé grâce au Cartel de l'acier est momentané et précaire. Des perfectionnements techniques, des conquêtes coloniales peuvent à tout instant entraîner l'un des cartellisans à réclamer un partage nouveau sur une base différente.

A la concentration capitaliste internationale et au projet réformiste de la placer sous l'égide de la S. D. N., les communistes opposent leur programme de concentration des forces ouvrières par la création de fortes organisations d'industrie et l'unité syndicale internationale.

Au rapprochement politique des bourgeoisies franco-allemandes, ils opposent le mot d'ordre lancé par l'Internationale communiste des Etats-Unis socialistes d'Europe qui sortiront des révolutions ouvrières.

Point de garantie de paix sans l'union des Etats européens avec l'Union soviétique.

Le développement des forces productrices dans les pays d'Europe, au risque d'être obtenu au prix d'une misère aggravée de la classe ouvrière, doit se réaliser sur la base socialiste.

La coopération économique des Etats européens ne se conçoit comme gage de paix que si elle s'effectue sur la base socialiste et si elle est complète et s'étend à une collaboration entre les Etats industriels d'Europe et la Russie agraire.

Gabriel Péri.

Le Congrès du Parti communiste anglais



Les grandes batailles de classe qui se livrent en Angleterre depuis plusieurs mois ont fait que le dernier Congrès de notre Parti frère (16 et 17 octobre) a été le plus important qu'il ait jamais tenu.

Le mouvement ouvrier anglais a fait l'expérience de la grève générale. C'est là un événement considérable qui a retenu l'attention du Congrès du Parti. Celui-ci a indiqué que la grève générale a été la conséquence du développement de la situation économique et de ses répercussions sur la classe ouvrière au cours de ces dernières années. L'orientation des ouvriers s'est modifiée au fur et à mesure que le déclin de l'industrie brisait la vieille aristocratie du travail et ses organisations de métier; le travail du Mouvement minoritaire et celui du Parti communiste accélérèrent et coordonnaient cette évolution. A la veille de la lutte, il y eut deux attitudes : celle des chefs de droite et celle du Parti communiste. Les chefs de droite étaient contre toute préparation, sous prétexte qu'elle serait considérée comme une attaque et qu'elle rencontrerait l'antagonisme de l'opinion publique. Le Parti communiste était pour la préparation à la lutte et s'y employa.

Deux attitudes encore pendant la grève générale. Le Parti lutte contre le Conseil général et dans chaque localité contre l'aile droite. Les chefs de droite qui ont été contre toute préparation s'emploient au sabotage de la grève. Celle-ci n'a pas été un échec mais elle a consacré la faillite de la politique de la droite travailliste.

Après avoir entendu d'intéressants exposés sur le travail des organisations de base du Parti pendant la grève générale, le Congrès a terminé ce débat en indiquant que toute grève de masses est une grève politique, et qu'il ne fallait pas seulement songer à l'arrêt du travail mais encore à la défense des ouvriers, à l'organisation de leur ravitaillement, à la propagande dans l'armée. L'enseignement que le Parti anglais tire de cet examen de la grève générale est la nécessité de l'intensification du travail dans les trade-unions et de la propagande dans l'armée, la marine, en vue de les gagner à la cause ouvrière pour les luttes futures.

Mais si la trahison des leaders de droite a fait échouer la grève générale, la grève des mineurs a continué. Elle était pour le Congrès du Parti anglais une question d'actualité.

Le bilan de la grève a été dressé. Les mineurs n'ont pas eu à lutter seulement contre une classe capitaliste unie mais aussi contre la bureaucratie trade-unioniste (l'ancienne gauche aussi bien que la droite) et les chefs du *Labour Party*. Les mineurs ont été aussi

affaiblis par la collaboration de certains de leurs chefs (Spencer, Hodges) avec les chefs du *Labour Party*. Le Parti communiste lutta contre tous ces leaders dont l'attitude fut chaque jour de plus en plus réactionnaire. Le Parti critiqua aussi Cook malgré son indiscutable dévouement à la cause des mineurs et de la classe ouvrière, son courage et son énergie infatigable. Le Parti le critiqua dans le but de le renforcer, parce qu'il est le seul leader de gauche qui n'ait pas abandonné les ouvriers dans la grève générale; et ses erreurs comme le Pacte avec le Conseil général, l'acceptation des propositions des évêques, son attitude hésitante, dans la question des ouvriers de sauvegarde étaient contraires au but qu'il poursuit : obtenir les meilleures conditions possibles pour les mineurs.

Ainsi le Parti anglais avait prévu le conflit des mineurs et tous les événements depuis 1925 lui ont donné raison. Il n'a cessé de donner une indication claire à la lutte, et son action a empêché que la grève ne se terminât lamentablement pour les mineurs.

Si ceux-ci avaient accepté des réductions de salaires en avril, les salaires des autres ouvriers auraient été réduits immédiatement. En prolongeant la lutte, les mineurs ont défendu les intérêts de toute la classe ouvrière. L'aide aux mineurs n'est pas pour celle-ci un acte de charité mais un acte de self-défense. Le Parti anglais a demandé aux *rank and file* du *Labour Party* d'obliger leurs leaders à entreprendre une campagne nationale avec la Fédération des mineurs pour assurer un arrêt absolu du travail, imposer l'embargo sur le charbon, une cotisation spéciale pour chaque membre, et aussi la dissolution du présent gouvernement.

Le Congrès du Parti a invité les Comités de district à prendre eux-mêmes l'initiative de la cotisation et de l'embargo local. Il a déclaré qu'il fallait condamner formellement les tentatives que font les chefs travaillistes pour présenter le gouvernement comme un organisme neutre. La lutte des ouvriers contre le capitalisme est une lutte politique contre le gouvernement capitaliste.

Ainsi, si les Congrès de Bournemouth et de Margate avaient discuté de la grève des mineurs dans un esprit d'opposition aux mineurs, le Congrès du Parti communiste, lui, a examiné cette bataille héroïque dans le but d'intensifier la lutte et de contribuer d'une manière efficace à la victoire ouvrière.

L'examen du Congrès du *Labour Party* qui s'était précédemment tenu à Margate amena le Congrès à souligner la nécessité du travail dans les trade-unions, et à poser le problème de l'aile gauche dans le *Labour Party*. Le Congrès a fait la distinction nécessaire entre une « aile gauche » de chefs qui se refusent à lutter et une « aile gauche » parmi les ouvriers qui ne sont pas encore dans le P. C. mais qui ont des tendances révolutionnaires. C'est ainsi que doit se constituer une véritable aile gauche vis-à-vis de laquelle le Parti conservera son droit de critique.

Le Parti anglais depuis son précédent Congrès a eu ses chefs poursuivis ainsi que 1.200 de ses membres, 400 ont été emprisonnés.

Pas un seul n'a quitté le Parti et celui-ci a gagné 6.000 nouveaux membres, doublant ainsi ses effectifs. Ces nouveaux adhérents (pour la plupart des mineurs) sont entrés dans le Parti en pleine période de lutte, animés d'un esprit de combat. Beaucoup ont reçu les coups de bâton de la police, ont été emprisonnés et sont endurcis à la lutte contre le capitalisme.

L'augmentation des effectifs du Parti, le développement de son influence au sein de la classe ouvrière sont des résultats qui, obtenus dans une période de lutte, témoignent que notre Parti frère est dans la voie de devenir un véritable Parti communiste de masses. Son dernier Congrès a marqué une étape vers ce but.

Alfred Bernard.



KARL MARX ET FRÉDÉRIC ENGELS



Poursuivant notre travail de popularisation de la littérature marxiste, nous publions aujourd'hui quelques pages du livre remarquable de Franz Mehring, intitulé : Histoire de la social-démocratie allemande.

Franz Mehring est l'un des meilleurs écrivains de la littérature marxiste internationale. Venu assez tard, vers la quarantaine, au socialisme, auquel il apporta le concours précieux de sa plume de journaliste — il était considéré avant la guerre comme l'un des meilleurs journalistes allemands — il se consacra à la publication des œuvres posthumes de Marx, d'Engels et de Lassalle et à l'histoire du socialisme allemand. Outre des études sur Lessing, Freiligrath et autres écrivains allemands, les premières de ce genre qui soient inspirées de la méthode du matérialisme historique, il publia les Œuvres posthumes de Marx, Engels et Lassalle, une Biographie de Karl Marx, qui est de beaucoup le meilleur ouvrage écrit sur ce sujet, et une Histoire de la social-démocratie allemande, qui est devenue si populaire en Allemagne que, malgré ses dimensions considérables, elle a déjà atteint la douzième ou la treizième édition.

Dans tous ces ouvrages, Franz Mehring ne fait pas seulement preuve de remarquables qualités de style, mais aussi d'une connaissance approfondie de l'histoire, de la philosophie, de la littérature et de l'économie politique. C'est un esprit aussi vaste que profond et délicat. Il épuise tous les sujets qu'il touche. Certes, il y aurait, par ci par là, des réserves à faire sur quelques-uns de ses jugements. On connaît la polémique qu'il soutint avec Kautsky et avec notre camarade Riazanov à propos des rapports de Marx avec Bakounine et Ferdinand Lassalle. Il n'en est pas moins vrai que l'Histoire de la social-démocratie allemande est un chef-d'œuvre inégalé et qui sera difficilement dépassé. Il contient, notamment, sur le socialisme français de la première moitié du XIX^e siècle, des analyses, à côté desquelles les pâles compilations de Paul-Louis apparaissent vraiment bien pauvres et bien misérables.

Avant d'adhérer au socialisme, Franz Mehring avait fourni une assez longue carrière d'écrivain radical bourgeois. Il fut l'une des rares personnalités non socialistes qui protesta, en 1871, aux côtés de Bebel et de Liebknecht, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne. Après avoir quelque temps polémique contre le socialisme, il finit par s'y rallier, à une époque où ce dernier était encore sous le coup des lois d'exception de Bismarck. Mais, contrairement à tous les bourgeois qui adhèrent à cette époque à la social-démocratie, il se plaça rapidement à l'extrême-gauche du parti, aux côtés de Bruno Schoenlank, Rosa Luxembourg, Léo Yoguichès, Karl Liebknecht. Il collabora longtemps et régulièrement à la Neue Zeit, ainsi qu'aux autres organes du parti. Il prit une part active aux luttes passionnées

que se livrèrent la gauche et la droite du Parti social-démocrate, et eut, de ce fait, particulièrement au Congrès de Dresde, en 1903, à subir les attaques furibondes de la droite.

Pendant la guerre, il fut l'un des fondateurs du groupe Spartacus. Dès 1915, il fonda, avec Rosa Luxembourg, la revue *l'Internationale*, qui est devenue aujourd'hui l'organe théorique du Parti communiste allemand.

Franz Mehring mourut au début de février 1919, trois semaines à peine après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, ses amis et camarades de combat. Ce fut la nouvelle de cet assassinat qui le précipita littéralement dans la tombe. Il était au lit, souffrant, lorsque cette nouvelle lui parvint. Ecrasé par la douleur, il se leva et déambula pendant des heures, pieds nus, dans son appartement glacé. Puis il se coucha pour ne plus se relever. D'un seul coup, le militarisme allemand avait abattu les trois têtes les plus remarquables du prolétariat révolutionnaire allemand.

Les pages que nous publions ci-dessous sont consacrées à Karl Marx et à Frédéric Engels. Elles jettent une vive lueur sur la véritable personnalité, si peu connue en France, des deux fondateurs du socialisme scientifique, et sur leurs débuts en tant qu'écrivains socialistes. Elles montrent comment l'un et l'autre aboutirent, par des voies différentes, aux conclusions qui servirent de base à la doctrine marxiste, et quelle est la part qui revient à chacun d'eux dans l'œuvre commune.

Elles font justice des fausses appréciations portées couramment sur les deux fondateurs du socialisme scientifique. En ce qui concerne Engels, notamment, elles rétablissent le véritable caractère de sa collaboration avec Marx, trop souvent méconnu par suite de la modestie excessive dont fit toujours preuve Engels. Elles montrent comment c'est Engels, en fait, qui guida Marx dans la voie du matérialisme historique, ou, du moins, qui le confirma dans cette voie. Elles montrent, en tout cas, qu'avant de rencontrer Karl Marx, Engels avait déjà compris l'importance prépondérante des faits économiques pour la compréhension de l'histoire, découverte qui est à la base de la théorie du matérialisme historique. On voit que, sans le secours de Marx, Engels avait, dès le début de sa carrière d'écrivain, contrairement à certaines affirmations, considérablement dépassé le niveau du socialisme utopique.

Nul n'était mieux qualifié que Franz Mehring pour étudier et pour comprendre la personnalité des deux fondateurs du socialisme scientifique. Comme eux, Franz Mehring était une nature vigoureuse et ardente, un caractère élevé, une intelligence profonde, ouverte à toutes les opérations de l'esprit. C'est pourquoi nul ne les comprit et ne les aima mieux que lui. On s'en rendra compte à la lecture de ces pages.

Marcel Ollivier.



C'est avec la Sainte Famille que commença la collaboration de Marx et d'Engels, qui se poursuivit pendant près de quarante ans et exerça une influence prépondérante sur le développement historique de la social-démocratie, tant allemande qu'internationale.

L'amitié qui lia ces deux hommes fut absolument sans exemple dans l'histoire. Elle fut exempte des heurts et frictions, tels qu'il s'en produit ordinairement entre des hommes, dont le caractère, chacun dans son genre, a une empreinte très nette, au milieu des mille péripéties d'une existence qui connut autant de défaites que de victoires. Elle fut cuirassée contre toutes les tentations que le monde extérieur pouvait, consciemment ou inconsciemment, exercer sur eux. Il est aujourd'hui et il sera sans doute toujours impossible de distinguer quelle est la part qui revient à chacun d'eux dans l'œuvre commune. Après la mort de Marx, Engels a souvent attribué à son ami la part de beaucoup la plus considérable dans leur œuvre commune, et il est certain que Marx était, des deux, le penseur le plus génial et le plus profond. Mais si Engels avait raison de dire qu'il n'aurait rien fait sans Marx, cette phrase devrait être complétée, comme l'avait fait Marx lui-même, en ce sens que, sans Engels, il ne serait pas devenu ce qu'il est devenu, en réalité. Cela ressort déjà, et tout particulièrement, de leurs débuts.

Karl Marx naquit le 5 mai 1818 à Trèves. Il était le fils de l'avocat, plus tard conseiller de justice, Heinrich Marx, qui, en 1824, passa, avec toute sa famille, du judaïsme au catholicisme. L'enfant éveilla rapidement chez ses parents les plus brillantes espérances, qui devaient, à vrai dire, se réaliser, mais dans un sens tout différent. La mère, issue d'une famille de Juifs hollandais, qui ne parla d'ailleurs toute sa vie qu'un mauvais allemand, était une femme aimante et pleine de sollicitude, quoique, à ce qu'il semble, d'une intelligence ne dépassant pas la moyenne. Le père était un homme cultivé, qui connaissait parfaitement Lock, Leibnitz et Lessing. Ce n'était pas un révolutionnaire, loin de là, mais bien au contraire, un patriote allemand et même prussien, une nature douce et tendre, qui observait avec angoisse les mouvements du « démon » qui habitait son fils préféré. Il mourut d'assez bonne heure, au moment où Marx venait précisément d'atteindre sa vingtième année, plus heureux en cela que la mère de Marx, qui ne mourut qu'en 1863, après avoir connu les décades les plus dures dans la lutte formidable du génie aux prises avec le monde hostile.

Karl Marx dut à ses parents une enfance heureuse et une jeunesse sans soucis. Il leur dut également l'absence de préventions complète avec laquelle il considéra dès le début le judaïsme. Une absence de préventions, telle qu'aucun des Juifs allemands qui jouèrent un rôle historique, n'atteignit jamais. Même pas des natures d'un génie aussi apparenté que Heine et Lassalle, ou des hommes aussi sages que Boerne et Johann Jacoby, dont le dernier même défendit les Juifs pour des raisons de tolérance religieuse, à une époque où Marx avait depuis longtemps reconnu le caractère purement social de la question juive...

La carrière de Marx commença sous les auspices les plus favorables. Les dons remarquables qu'il manifesta de bonne heure n'eurent pas à s'épuiser dans la lutte contre les obstacles extérieurs. Ils se développèrent, au contraire, harmonieusement, favorisés par tout le milieu social dans lequel, il grandit. Rien dans sa formation ne pouvait faire de lui la caricature que les ennemis du prolétariat voudraient nous présenter encore aujourd'hui : le démagogue glacial, irrité, brouillé avec lui-même et avec le monde, et dans les veines duquel coule de l'eau-forte à la place de sang. Précisément, ce qu'il y a de vrai dans cette légende, à savoir que ce n'est pas par indi-

gnation morale, mais par suite d'une compréhension profonde des rapports internes des choses, que Marx devint révolutionnaire, prouve l'équilibre parfait de son développement. Le jeune Marx était un homme frais, naturel, plein de force, qui aspirait de tous ses pores à la plénitude de la vie réelle. Ses premiers travaux furent des poésies. Il n'a jamais publié un seul vers de sa vie, pour la bonne raison que la forme déliée du discours lui faisait complètement défaut, mais jusque dans les sujets les plus secs qu'il a jamais traités, la plastique incomparable de son exposé montre qu'il y avait en lui le germe d'un véritable poète. Il a exercé une influence profonde sur les poèmes révolutionnaires de Heine, de Freiligrath, de Weerth. Tous les jugements d'ordre esthétique qu'il prononça se distinguent tant par leur finesse que par leur profondeur.

A l'âge de seize ans, Karl Marx entra à l'Université de Bonn pour étudier le droit, conformément à la volonté de son père. Mais il semble que, la première année, les études ne progressèrent pas beaucoup. Mais c'est avec une fougue d'autant plus grande que le jeune homme, assoiffé de science, se lança dans le travail lorsque, à peine fiancé, il se transporta à Berlin, en automne 1836. Certes, il ne fut jamais un étudiant très assidu. En l'espace de neuf semestres, il ne suivit en tout que neuf cours. Et l'on peut même se demander à combien d'entre eux il assista réellement. Dans la mesure où ses écrits permettent d'en juger, le seul de tous ses professeurs qui l'intéressa fut Gans, qui était alors en conflit permanent avec l'école historique et son chef Savigny. Ce qui fut beaucoup plus important pour l'étudiant Marx, c'est que, fatigué de sa lutte désespérée pour s'assimiler la masse formidable des connaissances scientifiques de l'époque, il tomba, de sa chambre solitaire, dans le cercle des jeunes hégéliens de Berlin, qui étaient précisément en train de pousser la critique de l'héritage intellectuel du Maître plus loin que ne l'avait fait Strauss dans sa *Vie de Jésus*. Il y gagna l'amitié intime de Bruno Bauer et de Frédéric Köppen, qui, de dix ans plus âgés que lui, avaient déjà acquis une certaine considération dans la République des Lettres, mais n'en traitèrent pas moins le jeune étudiant sur un pied d'égalité et de camaraderie, car ils sentaient avec un instinct très sûr qu'avec lui une force incomparable faisait son apparition dans l'arène du combat...

Ce n'est qu'après une vive résistance que Karl Marx se rallia à la philosophie hégélienne, mais aucun de ses innombrables partisans ne l'étudia et la comprit aussi profondément que lui. Ce n'est pas qu'il faille donner raison à la légende, selon laquelle sa finesse toute rabbinique ou même chicanesuse s'est lancée à cœur joie dans le jeu de la division et de la décomposition des idées. Ce qui l'attacha si fortement à la philosophie de Hegel, ce fut sa méthode dialectique, dont la pointe révolutionnaire était précisément enveloppée dans les ombres chinoises des idées nébuleuses. Mais Marx se débarrassa de ces idées nébuleuses en se précipitant dans la masse de la matière historique. De bonne heure il manifesta, ce qui distingue les rois de la science de ses charretiers, une soif de connaissance inaltérable et une auto-critique impitoyable. Dès son jeune âge, ses amis se plaignent des nuits de veille exténuantes, qui ont tant contribué à miner sa santé de fer. Mais Marx n'a jamais employé son inlassable activité à couper des cheveux en quatre. Certes, il a bien, à ses débuts, comme il est normal pour un jeune homme vigoureux et ardent, éprouvé une joie naïve au seul cliquetis de ses armes pesantes, mais,

seuls des envieux impuissants peuvent voir là un maniérisme écœurant ou un amour exagéré du paradoxe.

En 1841, Marx termina ses études et passa son doctorat avec une thèse sur les différences entre la philosophie naturelle de Démocrite et celle d'Epicure. Ce travail savant n'était dans son esprit, que la première épreuve d'un vaste travail, qu'il se proposait d'écrire, un exposé général de la philosophie d'Epicure, ainsi que de celle des stoïciens et des sceptiques, les philosophes grecs de la conscience, qui ont succédé à la philosophie nationaliste de Platon et d'Aristote, de même qu'à l'époque, la « conscience philosophique » de Bruno Bauer et de son cercle avait succédé à « l'idée absolue » de Hegel. Ce vaste travail n'a jamais été écrit, pas plus que ne fut publiée la thèse de doctorat, sur laquelle Marx comptait pour obtenir le titre de *privat-docent* de philosophie à l'Université de Bonn. Après qu'Eichhorn eût enlevé à Bruno Bauer son titre de *privat-docent* de théologie à Bonn, Marx n'avait plus rien à chercher dans les Universités prussiennes. Avec l'intelligence qui la caractérise, la réaction poussait ce lutteur-né dans la lutte. Comment celle-ci le poussa de plus en plus dans la voie de la connaissance, comment elle enleva de ses yeux, l'une après l'autre, les enveloppes idéologiques des choses, et le jeta de plus en plus profondément dans les flots bouillonnants de la vie réelle, c'est ce que montrent, avec une netteté croissante, les débuts littéraires de Marx.

L'année 1844, que Marx passa à Paris, fut incontestablement la plus féconde de ses années de jeunesse. La grande Révolution française et ses répercussions mondiales, les ouvrages historiques considérables qui permettaient de l'étudier jusque dans ses fibres les plus intimes et de suivre jusque dans le Moyen Âge la lutte de classe du Tiers État, la littérature abondante qui exposait la pensée socialiste jusque dans ses moindres nuances et commençait précisément à pénétrer dans la classe ouvrière avec l'*Utopie* de Cabet, l'agitation sociale-politique de Louis Blanc, le Manifeste de Proudhon, tout cela offrait une masse d'impressions variées, capables de troubler les têtes les plus solides, mais devaient stimuler d'autant plus fortement une force géniale à rassembler en un seul point brûlant tout ce qu'elles pouvaient contenir de rayons dispersés d'une lumière nouvelle. Alors que Ruge perdit à Paris tout équilibre, Marx y ramassa les premiers fils du matérialisme historique.

Ce n'est pas, comme l'affirment ces idéologues qui prennent des airs d'autant plus profonds qu'ils sont plus superficiels, dans une heure de frivolité journalistique qu'il découvrit que la structure économique de la société détermine sa superstructure idéologique. Au début, le domaine des intérêts matériels lui était aussi étranger qu'il pouvait l'être à un véritable hégélien. Mais la nécessité impitoyable de la lutte, qu'il était le dernier à pouvoir provoquer, mais qu'il comprit plus profondément que quiconque, l'y poussa. Il se rendit compte que le point de vue idéaliste de la philosophie classique ne pouvait lui servir de guide sûr dans le domaine historique. C'est pourquoi il chercha et trouva le terrain véritable sur lequel se meut la société humaine.

La maîtrise avec laquelle Marx dominait la méthode dialectique lui permit de jeter dans le domaine des intérêts matériels un coup d'œil rapide et sûr. C'est un progrès considérable qu'il réalisa, du printemps 1842, époque où il entra dans la lutte pratique, encore armé tout idéologiquement de la

tête aux pieds, à l'automne 1844, époque à laquelle il dépassait déjà, en ce qui concerne la compréhension profonde des rapports sociaux, non seulement l'économie bourgeoise, mais encore le socialisme de l'Europe occidentale, même dans ses ramifications les plus avancées. Certes, son évolution de l'idéalisme au matérialisme n'est pas encore terminée et les catégories économiques lui apparaissent encore sous une enveloppe philosophique. C'est le cas, par exemple, lorsqu'il exprime cette prophétie remarquable, confirmée depuis par soixante ans d'histoire, que, dans la vie politique de l'Allemagne, la classe bourgeoise ne réaliserait rien, mais que la classe prolétarienne réaliserait une tâche d'autant plus considérable, sous cette forme qu'en Allemagne, seule était possible l'émancipation humaine, et non l'émancipation politique. Le regard que Marx fit pénétrer jusqu'au cœur même de la société bourgeoise, c'est un regard aiguisé par la philosophie. Il comprit qu'elle devait mourir de la naissance d'une société supérieure, plus développée, dont les membres commençaient déjà à se mouvoir dans son sein, dans l'ombre, mais c'est dans l'arsenal philosophique, et non dans l'arsenal économique, qu'il en alla chercher les preuves.

Dans cette direction, Frédéric Engels le compléta d'une façon aussi significative que décisive. Engels était, comme Marx, un dialecticien naturel, qui avait aiguisé et affermi ses dons naturels dans l'étude de la philosophie classique. Il ne possédait pas la culture strictement philosophique de Marx, mais, avec son esprit clair et précis, il avait compris plus sûrement ce qu'il y avait d'immortel dans l'œuvre de Hegel. De bonne heure, il fut plongé au milieu de l'agitation de la vie pratique, et cette supériorité compensa amplement les lacunes de son bagage théorique.

*
* *

Frédéric Engels naquit le 28 novembre 1820, à Barmen. Son père était fabricant. La maison Ermen et Engels s'était fait un nom célèbre dans l'histoire de l'industrie rhénane par l'énergie avec laquelle elle avait lutté contre les filouteries traditionnelles dans les poids et mesures. La famille Engels était parmi les premières de la ville de Barmen. Comme ce fut le cas pour Marx, ce n'est pas la misère personnelle, mais l'élévation de son caractère et de son intelligence qui poussa Engels dans la voie révolutionnaire. Il rompit ainsi complètement avec l'esprit extrêmement conservateur et religieux de sa famille. Dès l'enfance, il renonça à la carrière de fonctionnaire à laquelle il se destinait. Après avoir traversé la petite école professionnelle de Barmen, dont les leçons de choses en physique et en chimie lui fournirent une base excellente pour son développement scientifique ultérieur, il entra au lycée d'Elberfeld, et se décida finalement, un an avant de passer son baccalauréat, à embrasser la carrière commerciale. Il fit son apprentissage, d'abord dans une maison commerciale de Barmen, puis dans une maison de Brême et servit, d'octobre 1841 à octobre 1842, comme volontaire d'un an, dans l'artillerie de la garde, à Berlin. Aucun Rhénan ne considérait à cette époque « l'uniforme royal » comme un uniforme d'honneur, et la bourgeoisie rhénane avait organisé un vaste système de corruption pour soustraire ses fils au service militaire détesté. Ce qui caractérise d'autant plus le sens pratique

avec lequel Engels savait prendre la vie, même dans ses manifestations les moins agréables, c'est le fait qu'il acquit dans la vieille caserne de Kupfergraben, un vif intérêt, qui ne s'éteignit jamais, pour les sciences militaires.

Mais il ne négligeait pas pour cela ses études économiques. *L'Essence du christianisme*, de Feuerbach, exerça sur lui une impression profonde. Il entretenait des relations amicales avec les frères Bauer et, de temps en temps, il envoyait des correspondances à la *Gazette Rhénane*. C'est dans la salle de rédaction de ce journal qu'il rencontra pour la première fois Marx, lorsqu'il passa par Cologne, à la fin de novembre 1842, pour se rendre à Manchester, où il devait entrer comme employé dans une fabrique dans laquelle son père était associé. Mais la première entrevue entre Marx et Engels fut très froide. Marx s'était précisément, à cette époque, prononcé contre l'agitation des « Libres » de Berlin, dont Engels était alors considéré comme faisant partie, et lui-même, de son côté, avait été prévenu contre Marx par les frères Bauer, avec lesquels il était en correspondance.

A Manchester, Engels passa vingt et un mois, de décembre 1842 à septembre 1844. Il y fit son école supérieure, au centre de la grande industrie, qui décompose la société bourgeoise pour créer les bases de la société socialiste. Il étudia le côté inhumain comme le côté humain de ce processus historique, et sa formation philosophique lui permit de reconnaître le rapport étroit existant entre eux, rapport que ni le socialisme ni le prolétariat anglais n'avait encore pu reconnaître jusque-là. Engels collaborait tant au *Northern Star*, l'organe des chartistes, qu'au *New Moral World*, l'organe de Robert Owen. Dans la personne de Bauer, de Moll et de Schapper, qui dirigeaient alors la *Ligue des Justes*, il fit connaissance avec les premiers prolétaires révolutionnaires, et il n'oublia jamais l'impression profonde que firent ces trois véritables hommes sur lui, qui voulait précisément devenir un homme. Tandis que Marx se rendait compte, par l'étude de la Révolution française, que ce n'était pas l'Etat qui était à la base de la société bourgeoise, mais, au contraire, la société bourgeoise qui était à la base de l'Etat, Engels apprit, à l'étude de l'industrie anglaise, que les phénomènes économiques, qui, chez les historiens du passé, ne jouaient aucun rôle ou seulement un rôle insignifiant, étaient, tout au moins, dans le monde moderne, un facteur historique d'une importance décisive, qu'ils étaient à la base de la formation des antagonismes de classe actuels, et, qu'à leur tour, ces antagonismes de classe, dans les pays où ils s'étaient pleinement développés à la suite de l'introduction de la grande industrie, particulièrement en Angleterre, constituaient la base des formations politiques, des luttes de partis, et de toute l'histoire politique, en général.

Ils étaient arrivés tous les deux au même but par des voies différentes. Chez Marx, le point de vue philosophique dominait encore, chez Engels, c'était déjà le point de vue économique. Marx donna à leur découverte une formule générale, tandis qu'Engels soulignait le côté décisif pour le présent et l'avenir de l'humanité. Marx a appelé *l'Esquisse d'une critique de l'Economie politique*, qu'Engels publia dans les *Annales franco-allemandes*, une « esquisse géniale », et cette appréciation est tout à fait justifiée. Engels ne faisait pas à l'économie bourgeoise un procès systématique. Il polémiqua avec elle d'une façon quelque peu sommaire, car, à cette époque, il ne connaissait Ricardo, son représentant le plus considérable, que de seconde main. Cependant, le jeune écrivain montra d'une façon remarquable son irrémédiable fai-

blesse, son absurdité profonde et mit le doigt sur les blessures dont elle devait mourir. C'est Engels qui a, le premier, tracé le plan des bases économiques du socialisme scientifique, et ce mérite n'est diminué en rien par sa propre affirmation, selon laquelle ce qu'il a trouvé, Marx l'aurait également trouvé sans lui. Car ce qui importe pour l'histoire, ce n'est pas ce qui aurait pu être, mais ce qui a été effectivement.

Sa critique de Carlyle, si elle n'était pas aussi incisive que sa *Critique de l'Economie politique*, était peut-être plus caractéristique encore de ses qualités personnelles. Comme chez Marx, Engels alliait à la vigueur de la critique de véritables dons poétiques, dont maintes excellentes traductions, faites par lui, de chants populaires anglais, sont une preuve convaincante. Carlyle lui en imposait, mais il ne se laissa cependant pas prendre par le charme captivant du prophète mystique. Engels réussit à pénétrer cet esprit solitaire dans toute sa profondeur originale, mais il vit également les limites que ce dernier ne pouvait pas dépasser.

Lorsque Marx et Engels se rencontrèrent pour la seconde fois à Paris, en automne 1844, ils constatèrent leur accord complet dans tous les domaines de la théorie. C'est là-dessus que reposa tout d'abord leur fraternité d'armes, laquelle reçut, il est vrai, dans la suite, un ciment non moins fort, du fait qu'ils étaient, en tant qu'hommes, à un niveau aussi élevé qu'en tant que penseurs et que lutteurs. C'est pourquoi ils sympathisaient profondément avec les malheureux et les opprimés, quoiqu'ils n'employassent contre les oppresseurs que les armes les plus puissantes, parce qu'ils savaient que, dans les dures batailles de classe, on n'obtient rien avec cet état d'esprit inconsistant et stérile, que les philistins appellent commisération humaine et indignation morale. Il n'y avait en eux aucune trace de sentimentalité, de cette nature sournoise et rêveuse, molle et mélancolique, que trois siècles d'histoire lamentable ont imprimée aux philistins allemands. Mais ils n'étaient pas non plus de sombres fanatiques, de solennels faiseurs d'embarras. Leur conscience virile, et par conséquent modeste, dédaignait les poses dans lesquelles se pavant si volontiers les « aristocrates », les dirigeants des classes dominantes. Au service de leur cause, ils pouvaient être impitoyables, parce qu'ils devaient l'être, mais autrement rien d'humain ne leur était étranger. Ils étaient bons, serviables et indulgents : des natures fortes et gaies, pleines d'une verve que rien ne pouvait troubler. Ils étaient capables de rire aux éclats, et ils aimaient le rire clair des enfants. Dans le Christ de la Bible, rien ne leur plaisait davantage que son amour des enfants.

(Traduit par MARCEL OLLIVIER.)

Franz Mehring.



LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE



Celui qui a suivi ces derniers mois, la presse de l'Europe occidentale a pu observer que, de plus en plus fréquemment, on parle de la possibilité et de la nécessité pour les Etats européens de s'unir, pour agir en commun contre l'Amérique et le Japon, tant la concurrence n'a fait que croître depuis la guerre mondiale. On trouve des échos de ce genre dans tous les journaux, en commençant par le *Secolo* jusqu'au *Vorwärts*. Il semble que nous avons réellement affaire à une croissance sérieuse des efforts d'union européenne contre l'Amérique. Cette impression est encore renforcée lorsqu'on lit la presse républicaine américaine, lorsqu'on voit la longueur des négociations des dettes entre la France et l'Amérique.

Mais si on regarde la chose de plus près, voici ce qu'on y trouve : les journaux qui mènent systématiquement cette campagne sont ceux qui expriment l'état d'esprit de certains cercles *petits-bourgeois* ou qui s'adressent à ce genre de lecteurs. Le mouvement de « Pan-Europe » du comte Condohove Kolergi, maintenant lancé dans l'opinion publique, recrute exclusivement ses adhérents dans les couches des intellectuels ou des capitalistes auxquels il semble important de neutraliser la petite bourgeoisie.

Toute cette campagne pour la soi-disant possibilité et nécessité de l'instauration des Etats-Unis d'Europe (bien entendu, des Etats-Unis capitalistes) est d'une nature double : ou bien c'est le *reflet d'illusions* qui, dans la lutte contre l'Amérique, apparaissent dans les rangs du contribuable et du rentier escroqué de ses valeurs étrangères sur la possibilité du retour au bon vieux temps ; ou bien c'est l'expression d'une *politique rationnelle* de la grande bourgeoisie dans les différents pays de l'Europe pour masquer les *préparatifs de guerre réellement faits* et leur véritable but, ainsi que pour détourner l'attention des masses sur d'autres choses.

En réalité, l'union des Etats capitalistes d'Europe est moins possible que jamais. Ah, si tout le monde capitaliste n'était composé que de débiteurs et de créanciers, s'il n'y avait pas d'autres liens que les dettes de guerre et d'après-guerre qui unissent les Etats européens entre eux et avec le reste du monde, la formation d'une « Association des débiteurs » contre les ou contre le créancier (l'Amérique) serait facile et possible. Mais ce n'est pas en vain qu'avant la guerre les Etats européens étaient « la forge » du monde, ce n'est pas en vain qu'ils détenaient l'hégémonie dans l'économie mondiale. Or, cette hégémonie est détruite aujourd'hui. L'Amérique et le Japon sont devenus des adversaires de taille égale. Pendant de longues années, les rapports du marché mondial (système du crédit international, navigation, division internationale du travail, commerce mondial) ont été détruits, et les Etats européens en grande partie isolés. Mais ce point culminant de la crise

est maintenant surmonté. Le système mondial connaît une époque de stabilisation relative. Ces rapports d'économie mondiale sont en grande partie — quoique sur d'autres bases — restaurés. Mais cette restauration a reconstitué en même temps les profonds antagonismes qui reposent sur le caractère impérialiste de ces Etats. Et ces antagonismes entre les Etats européens sont maintenant plus grands qu'avant la guerre.

Et cela pour les raisons suivantes : 1° Alors que l'appareil de production des Etats européens n'a subi aucun resserrement, mais même s'est agrandi, comme en France et en Italie, le marché mondial s'est considérablement rétréci du fait du développement de l'Amérique et de l'Angleterre, grâce à l'industrialisation des colonies et la disparition du marché russe. La lutte pour les marchés en devient donc plus forte; 2° l'équilibre sur le continent est détruit par la guerre. La défaite des Empires centraux a fait naître toute une série d'Etats qui n'ont pu subsister de façon indépendante et la lutte d'influence à leur sujet s'est déchaînée et dure encore entre l'Angleterre, la France, l'Italie (et l'Amérique); 3° deux pays méditerranéens d'Europe sont revenus du fait de la guerre (et seulement depuis la guerre) de grandes puissances vraiment impérialistes, appuyées sur une grande industrie nouvellement développée : la France et l'Italie. L'avenir de ces deux pays est sur la Méditerranée. La tranquillité de la Méditerranée, un des piliers de la politique anglaise, est sérieusement menacée.

Un nombre considérable d'événements prouvent cette thèse : la lutte tenace entre l'Angleterre et la France dans la question du Rhin et de la Rhur; les oscillations dans les efforts en faveur des Etats balkaniques et limitrophes; la question de Tanger est devenue brûlante et qui a été amorcée par l'accord abyssinien entre l'Angleterre et l'Italie; la lutte pour l'hégémonie dans la Société des Nations et pour la ligne politique qu'elle doit suivre; la nouvelle politique française d'alliance — tout cela montre que, derrière la façade de la comédie de Pan-Europe, s'opposent avec une tension extraordinaire d'irréductibles antagonismes entre les Etats européens.

Aussi, lorsque les idéologues de la petite bourgeoisie font entendre en Europe leurs sons de flûte « pan-européens », c'est fait pour dissimuler ces antagonismes. Et il est très regrettable que, même dans le camp communiste (comme, par exemple, au dernier congrès du P. C. F.), il se soit trouvé des protagonistes de cette idée que les antagonismes des Etats européens sont en régression par rapport au fonds commun qui unit ces Etats vis-à-vis des Etats-Unis.

N'y a-t-il donc aucun lien qui unisse entre eux les Etats européens ? Le prétendre serait faux : l'union des Etats capitalistes est possible pour un but déterminé, elle n'est pas seulement possible, elle se prépare déjà : c'est l'union pour marcher contre l'Union soviétique. Sur ce point, les intérêts communs des Etats européens capitalistes sont de telle force qu'en face, les antagonismes au sein des Etats capitalistes européens peuvent reculer et reculent déjà. Nous nous trouvons précisément à un moment où les efforts d'encercllement de l'Union soviétique prennent une ampleur considérable. Sans exagération, on peut dire que, si on a réussi à traiter à Genève certaines questions brûlantes au sein de l'Europe, c'est parce que les frères ennemis ont signé pour un temps un armistice afin de pouvoir se dresser

ensemble contre l'U. R. S. S. en Chine, en Pologne, en Roumanie et en Afghanistan.

La politique de Pan-Europe est destinée à détourner de ces préparatifs les masses laborieuses et avant tout celles des intellectuels petits-bourgeois. Celui qui voit la tendance principale du développement européen dans la formation d'un bloc européen, non anti-soviétique, mais anti-américain, se fait complice de ces manœuvres de camouflage.

A la campagne de la bourgeoisie dont nous avons montré ici le caractère et le but, l'Internationale communiste, déjà au VI^e Exécutif élargi, a opposé le mot d'ordre « des Etats-Unis socialistes d'Europe ». L'essentiel de ce mot d'ordre est dans le mot *socialiste* par lequel on veut exprimer ceci :

1° Il faut que le contenu principal de l'union des Etats européens soit l'alliance avec la première union des républiques socialistes en Europe orientale. Cette pensée est diamétralement opposée à ce que veulent les gouvernements capitalistes;

2° C'est le même développement qui a mis à l'ordre du jour, avec une force renouvelée, les anciens antagonismes impérialistes en Europe, qui a créé également les conditions économiques préalables pour l'union *socialiste*. Mieux, cette union socialiste devient une question vitale. Une évolution des forces productives dans les pays européens prédominants, si on ne veut pas qu'elle soit faite au prix de la plus grande misère des masses, et dans ce cas elle serait de nouveau mise en question, n'est possible par la suite *que sur le terrain du socialisme*. Les derniers grands conflits de classes en Europe l'ont montré avec une entière netteté;

3° L'existence ultérieure des Etats européens les uns à côté des autres n'est possible (à moins de nouveaux conflits sanglants) qu'à la condition d'une véritable coopération économique et politique. Mais elle n'est possible *que sur une base socialiste*, c'est-à-dire si elle est entreprise sous la forme d'une alliance et d'une collaboration rationnelle des industries, etc., *nationalisées* de chacun des pays européens;

4° Le développement ultérieur de tous les pays d'Europe, étant donné le rétrécissement continu de la base européenne agraire, dépend de la possibilité pour les Etats de l'Europe occidentale d'une collaboration pacifique et rationnelle avec un grand pays agraire. Comme l'expérience l'a montré, une division du travail épuisant toutes les possibilités existantes entre les Etats industriels capitalistes de l'Europe occidentale avec l'Union soviétique exportatrice de produits agricoles, n'est pas possible. Là aussi la condition préalable d'une coopération véritable est le passage des Etats capitalistes au socialisme.

Ce programme grandiose est contenu dans le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe. A l'encontre de tous les autres programmes d'union européenne, il est *pacifique*.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe sont un mot d'ordre de *paix* : ils visent sur une plus large échelle à continuer l'œuvre de paix d'édification socialiste, qui a commencé dans l'U. R. S. S. et que l'Europe socialiste réaliserait en accord avec les populations, les colonies impérialistes et par une division du travail avec elles.

Les masses petites-bourgeoises d'Europe et avec elles les millions d'ouvriers vivent dans la pensée qu'une union des Etats européens serait une issue à leur pénible situation. La grande bourgeoisie a utilisé cet état d'esprit en ayant l'air de soutenir ces efforts, mais sous le couvert de ce bavardage, elle prépare en réalité l'union criminelle de l'Europe contre l'U. R. S. S.

L'I. C. se tourne vers ces masses avec cet appel : Union des Etats d'Europe ? — Oui ! Mais sur une base socialiste et avec, comme but, la pacifique édification socialiste en commun. Celui qui vise à ce but, qu'il travaille donc pour le triomphe du socialisme dans son propre pays et pour l'alliance avec l'U. R. S. S.

P. S. — Ces lignes étaient déjà écrites lorsqu'a paru l'article du camarade Treint : Europe-Amérique. Une explication sur les idées développées par le camarade Treint sera pour une autre fois.

A. Kurella.



Le 9^e anniversaire de la révolution russe



Un numéro spécial des Cahiers du Bolchévisme devant être consacré à la question russe, nous réservons les articles et documents sur cette question pour ce numéro. Nous rappelons à nos camarades que dans les précédents Cahiers et plus particulièrement dans le n° 59 ils trouveront les éléments nécessaires à la commémoration du 9^e anniversaire d'Octobre. (Dans le n° 59 un plan d'ensemble a été fourni par la section d'Agit-prop centrale.)

Nous nous bornons aujourd'hui à compléter ce plan par deux annexes traitant des conquêtes sociales de la classe ouvrière russe après la révolution d'Octobre.

Ces deux annexes, jointes au plan principal, donnent le schéma de discours suivant :

- 1° Introduction;
- 2° Le développement de la production;
- 3° Bien-être matériel et culturel de la classe ouvrière;
- 4° L'ouvrier dans l'U. R. S. S. et l'ouvrier dans les pays capitalistes (c'est la partie principale de l'exposé qui permet de le relier avec la journée nationale de la C. G. T. U.).
Il comporte l'utilisation des deux annexes jointes au plan principal : La protection du travail (annexe n° 1) et l'assurance sociale dans l'U. R. S. S. (annexe n° 2);
- 5° La construction du socialisme dans l'U. R. S. S.;
- 6° La critique des social-démocrates;
- 7° Force et conscience révolutionnaires du prolétariat russe.

ANNEXE I

La protection du travail dans l'U. R. S. S.

a) DANS LES PAYS CAPITALISTES.

Les capitalistes produisant en vue du profit ne tiennent aucun compte dans la construction, l'agencement et le fonctionnement de leurs usines, de la santé de l'ouvrier (ateliers sans hygiène, emploi de produits toxiques sans appareils de protection vraiment efficaces, emploi de machines dangereuses ou exigeant une dépense physique exagérée, travaux épuisants, journée de travail prolongée, emploi de femmes et d'enfants à des travaux au-dessus de leur capacité physique, etc...).

Il en résulte que le développement physique et l'état sanitaire du prolétariat sont toujours inférieurs de beaucoup à ceux des classes plus fortunées. La mortalité est plus précoce chez les ouvriers que chez les bourgeois, la mortalité infantile plus grande, la phtisie plus répandue. Les maladies professionnelles sont spéciales aux ouvriers (empoisonne-

ments par le plomb, le mercure, la benzine, l'acide sulfurique, etc.). Les accidents du travail leur sont également réservés.

Dans les pays bourgeois, la protection du travail est garantie de façon illusoire par quelques lois sociales. Mais quand elles ne sont pas rapportées ou suspendues, elles sont le plus souvent ignorées par les patrons avec le consentement tacite du gouvernement. Outre que les inspecteurs du travail sortent généralement des milieux bourgeois, leur nombre est insuffisant et leurs pouvoirs très limités. Le patron qui viole trop ouvertement les lois sociales s'en tire devant les tribunaux bourgeois avec une amende légère. Avant la guerre, la Russie tsariste était le pays où la législation sociale était la plus réactionnaire. Les inspecteurs du travail y étaient avant tout des policiers.

b) DANS L'U. R. S. S.

L'U. R. S. S. étant un Etat prolétarien, la protection du travail fait partie intégrante du système d'organisation du travail. Les directions d'usines et les services de protection du travail sont désignés avec la participation des syndicats. La législation sociale des Soviets (Code du Travail de 1922) s'étend à tous les ouvriers et employés sans distinction (tandis que dans les pays capitalistes les lois sociales ne visent généralement que les entreprises assez importantes). Le Code du Travail ne comprend d'ailleurs que les garanties minima, il est fréquemment amélioré au moyen de clauses insérées dans les contrats collectifs conclus entre les syndicats et les directions d'entreprises.

1° *Durée du travail.* — Alors que dans les pays capitalistes, la loi de huit heures n'est jamais effectivement respectée, dans l'U. R. S. S. son application est rigoureusement exigée. Les heures supplémentaires ne peuvent être que l'exception (encore faut-il l'approbation de l'inspecteur du travail) et elles ne peuvent dépasser 120 heures par an. En fait, y compris les heures supplémentaires, la durée moyenne du travail est 7 heures 8/10^e en Russie alors qu'avant la guerre elle était de 12 heures. Dans certaines industries particulièrement nuisibles à la santé, le travail est réduit à 7, 6 et même 4 heures par jour (dans les bureaux, il est de 6 heures). Le salaire est, bien entendu, payé comme pour 8 heures.

Tout ouvrier a droit, chaque semaine, à un repos ininterrompu de 42 heures. Tout salarié ayant travaillé au moins 5 mois 1/2 de suite a droit à un congé annuel de deux semaines. Des congés supplémentaires sont accordés à ceux employés dans les industries pénibles ou nocives et aux travailleurs de moins de 18 ans. Les ouvriers passent gratuitement leurs vacances à la campagne, dans des maisons de repos (anciennes grandes propriétés des nobles ou des capitalistes).

2° *Protection du travail des femmes.* — Le pouvoir soviétique accorde une attention particulière à la protection de la femme. Les professions particulièrement pénibles ou dangereuses leur sont interdites ainsi que les travaux de force. (Le Code du Travail interdit d'employer les femmes à porter ou à déplacer des fardeaux de plus de cinq kilos. Les femmes enceintes ont droit à 8 semaines de congé payées, avant et après l'accouchement. Une fois revenue à l'entreprise, des interruptions dans son travail lui sont accordées pour qu'elle puisse nourrir son enfant. (Il convient d'observer que toutes les enquêtes menées par les organisations ouvrières n'ont jamais révélé un seul cas de non-observation du délai d'accouchement.) D'autre part, à côté des crèches et services de consul-

tation organisés par l'Etat (par les sections de l'hygiène publique), toutes les entreprises employant un grand nombre de femmes entretiennent des crèches. Pendant l'allaitement, l'ouvrière reçoit des allocations supplémentaires. Immédiatement après l'accouchement, on lui donne une somme pour la layette. Les mères allaitant ont le droit d'être employées de préférence dans les entreprises voisines de leurs domiciles.

3° *Protection du travail des adolescents.* — Les lois soviétiques défendent absolument d'embaucher au-dessous de 16 ans, à moins que ce ne soit pour entrer dans les écoles d'apprentissage des usines. De 16 à 18 ans, le travail est de 6 heures par jour. Le congé annuel est de un mois. Les professions dangereuses ou pénibles sont interdites aux jeunes. L'apprentissage est minutieusement réglé. Il est interdit d'employer l'apprenti à d'autres travaux que ceux nécessaires à l'apprentissage de son métier. Il est interdit de ne pas le payer.

4° *Protection sanitaire du travail.* — De multiples mesures sont prises lors de l'installation des ateliers et des machines pour assurer la sécurité et l'hygiène des travailleurs. Les ouvriers travaillant dans les industries nocives reçoivent des vêtements spéciaux, une alimentation particulière, et bénéficient de la journée de travail réduite (6 ou 4 heures) et du congé annuel supplémentaire. Ainsi, le nombre des accidentés du travail et les ravages des maladies professionnelles a-t-il diminué. (L'étude des maladies professionnelles et la lutte contre leurs causes et effets font l'objet des travaux des médecins de l'hygiène publique et des services de l'inspection du travail.)

5° *Organes de contrôle.* — Sous le règne tsariste, les inspecteurs de fabriques, vieux corps bureaucratique, étaient les collaborateurs de la police. Aujourd'hui, dans l'U. R. S. S., les inspecteurs du travail (la plupart des anciens ouvriers) sont élus par les syndicats et sont à tout moment révocables par eux.

Les directeurs de trusts d'Etat ou les patrons sont frappés de peines sévères en cas de violation des lois sociales (amendes et prison). Les inspections sont fréquentes et les sanctions nombreuses et rapides. L'inspecteur du travail est en contact étroit avec les ouvriers et les reçoit une ou deux fois par semaine et leur donne tous renseignements utiles sur les questions des conditions de travail, de l'assurance sociale, de l'assistance médicale, etc...

D'autre part, en ce qui concerne la sûreté et l'hygiène du travail, à côté des inspecteurs techniques (ingénieurs), il existe des inspecteurs sanitaires (médecins). Chose inconnue dans les pays capitalistes.

6° *Recherches scientifiques.* — Mais les soviets ne se bornent pas à des améliorations empiriques des conditions de travail. Le Commissariat du Travail, ses médecins et ses techniciens étudient scientifiquement les problèmes concernant la protection des ouvriers. De grandes enquêtes sont ouvertes sur la santé des ouvriers, l'effet des métiers sur l'organisme, les maladies professionnelles, etc... Toutes ces recherches aboutissent à des améliorations de la technique dans le sens de la suppression du danger que représente pour l'ouvrier l'emploi de certains produits (le soufflage mécanique a été introduit dans les verreries, on envisage le remplacement du blanc de céruse par le blanc de zinc, etc...).

Ainsi ce que les réformistes n'ont pu obtenir de la collaboration de classe dans les démocraties les plus « avancées », la révolution sociale l'a donné (et ce n'est qu'un faible commencement) dans le plus arriéré des pays, dans ce qui était l'Empire des tsars.

ANNEXE II

L'assurance sociale dans l'U. R. S. S.

Dans l'U. R. S. S., l'assurance sociale est assurée sous deux formes principales :

1° *L'assistance médicale*, qui est assurée par le Commissariat de l'Hygiène publique et les organes locaux;

2° *L'assistance pécuniaire*, qui est assurée par les organes locaux du Commissariat du Travail.

Mais ces deux formes d'assistance ont une direction unique. La direction de l'assurance sociale et ses sections locales (les caisses régionales d'assistance dont les comités sont élus par les congrès régionaux de syndicats).

Il convient de faire observer que dans ce domaine, comme dans tous les autres, c'est la classe ouvrière elle-même qui est chargée de veiller à ses propres intérêts par l'intermédiaire de ses organisations collectives : les syndicats. (Au Congrès pan-russe des soviets, la candidature du Commissaire au Travail est proposée en accord avec les syndicats.) Du sommet à la base, il en est ainsi.

Le seul fait d'être embauché rend automatiquement l'ouvrier ou l'employé membre de la caisse régionale d'assistance, donne les droits à l'assistance sous toutes ses formes (soins médicaux, secours dus en cas d'incapacité temporaire de travail, indemnités de chômage, d'invalidité, à la famille en cas de mort ou disparition de son soutien).

La gérance de l'assurance sociale est le fait des ouvriers seuls. Les employeurs et l'Etat en sont exclus. Par contre, les ouvriers et les employés sont complètement déchargés de tout versement à la caisse d'assurance. Les versements sont entièrement à la charge des employeurs, particuliers et de l'Etat, sans qu'ils aient en rien le droit de s'en autoriser pour réduire le montant du salaire.

En moyenne, le versement des employeurs privés ou d'Etat est fixé à 14 p. 100 du montant du salaire du prolétaire automatiquement assuré.

L'assureur qui ne paie pas peut avoir ses biens saisis ou séquestrés par les organismes de l'assurance sociale, sans qu'il soit besoin d'un jugement spécial.

1° *Assurance médicale*. — Dans les grandes villes et centres industriels sont organisés des centres spéciaux pour les assurés et leurs familles. Ils reçoivent les médicaments gratuitement. Ils ont droit aux sanatoria et aux maisons de repos.

2° *Secours pour incapacité temporaire*. — Pour la première fois dans l'U. R. S. S. a été appliquée la principale revendication du mouvement d'assurance ouvrière, c'est-à-dire le salaire intégral en cas d'incapacité de travail. L'incapacité temporaire comprend la maladie, l'accident, la grossesse, etc...

Les formalités à remplir pour recevoir les secours (formalités qui sont si compliquées dans les pays capitalistes) sont réduites au strict minimum. L'ouvrier malade reçoit de l'établissement médical une feuille de maladie, l'entreprise indique sur cette feuille le montant de son salaire, le nombre de jours d'absence, etc... Pourvu de cette feuille, l'ou-

vrier passe à la caisse d'assurance qui lui remet aussitôt les sommes dues.

3° *Assistance complémentaire*. — En cas de couches, d'allaitement et de décès, joue l'assistance complémentaire.

Toute assurée qui accouche a droit à une indemnité de trousseau, en outre, pour l'allaitement de l'enfant, il lui est payé chaque mois, durant neuf mois, une certaine allocation. Au décès de l'assuré, le montant du prix de son enterrement est versé à sa famille.

4° *Assurance en cas d'invalidité*. — Le taux d'allocation est établi en proportion du degré de l'invalidité. Ceux dont l'invalidité est due à des maladies générales ou à la vieillesse touchent, en cas d'incapacité totale, la moitié du salaire moyen; ceux dont l'invalidité est causée par un accident du travail, touchent l'intégralité de leur salaire quand ils sont dans le même cas.

En outre, tous les invalides continuent à jouir des privilèges réservés aux ouvriers (loyer minime et proportionné au revenu, services municipaux à prix réduits, exemption d'impôts, etc...).

5° *Assurance des veuves et des orphelins*. — En cas de mort du soutien de famille, une pension est versée aux mineurs jusqu'à l'âge de 16 ans, aux infirmes jusqu'à leur mort.

6° *Assurance en cas de chômage*. — Tout ouvrier qui justifie d'un certain stage de travail a droit à une indemnité de chômage durant 6 mois, mais les organisations ouvrières ont le droit de prolonger ce délai.

En somme, l'assurance sociale en U. R. S. S., bien qu'elle n'en soit qu'à ses débuts, dépasse, et de loin, tout ce qui a été fait dans ce domaine par les Etats capitalistes. Elle repose sur l'activité des assurés, la liaison des organes d'assurance avec les syndicats, la complète élimination des employeurs; bref, elles répondent complètement à leur rôle parce qu'elles se développent dans un Etat prolétarien.

ERRATUM. — Dans le plan de causerie sur l'U. R. S. S., publié dans le n° 59, une erreur de chiffres a été commise quant au développement de la production dans l'U. R. S. S. (paragraphe 2).

Voici les chiffres exacts :

Millions de roubles

1921-1922	1.493
1922-1923	1.949
1923-1924	2.566
1924-1925	3.950
1925-1926	5.460



SUR LE PARTI SOCIALISTE



Dans cet article le camarade Michel Marty se plaint de l'insuffisance de notre parti dans la critique des socialistes.

Or, nous rappelons à Michel Marty que la campagne contre les trahisons des leaders socialistes ne s'est jamais relâchée. Depuis que la S. F. I. O. est entrée dans « l'opposition » nous n'avons cessé de dénoncer le mensonge de son attitude. Lors de notre dernière campagne d'agitation, il fut réservé une large place à la critique des socialistes. Michel Marty n'a qu'à relire les Bulletins d'information, la brochure est en général tout le matériel fourni par la section d'agit-prop à ce sujet. Qu'il relise également la collection de l'Humanité où, durant les mois d'août, septembre et octobre, dans une série d'articles leaders, notre camarade Cachin a porté aux socialistes des coups autrement durs, précis et efficaces que ne l'auraient été les « placards » et autres « tableaux » préconisés par Michel Marty.

Il ne s'agit donc pas de « signes célestes » annonçant une reprise de notre activité contre les socialistes, mais de décisions prises par le Congrès de Lille, les comités centraux et les bureaux politiques qui ont suivi, décisions qui furent d'ailleurs appliquées.

D'autre part, nous faisons observer à Michel Marty que le résumé des tâches qu'il expose à la fin de son article constitue tout simplement le programme déterminé à Lille et que nous appliquons depuis quatre mois.

LE SECRÉTARIAT DU PARTI.



« Le léninisme a un caractère exceptionnellement combatif et révolutionnaire parce qu'il a grandi et s'est fortifié dans la lutte contre l'opportunisme de la II^e Internationale, lutte qui était et reste la condition nécessaire du succès de la lutte contre le capitalisme. »

(STALINE : *Le léninisme théorique et pratique.*)

Le gouvernement ouvrier et paysan est aujourd'hui un mot d'ordre d'agitation destiné à familiariser les masses avec la prise du pouvoir; avec le développement de la crise financière, doublée d'une crise économique et sociale, le gouvernement ouvrier et paysan pourrait, d'ici quelques mois, devenir le mot d'ordre immédiat de notre parti. Insistons-y, il est nécessaire de répéter aux masses qu'elles n'établiront pas le gouvernement ouvrier et paysan par des campagnes électorales ou des luttes parlementaires (quoique l'action communiste au Parlement doit aussi

contribuer à y préparer le prolétariat) mais à travers les véritables combats qu'impose l'exercice de la dictature du prolétariat. Pour que la révolution soit à l'ordre du jour, et craignant de la regarder comme quelque chose de lointain perdu dans la brume des âges futurs, il faut objectivement une situation révolutionnaire; il faut aussi que le prolétariat se soit convaincu par sa propre expérience de l'impuissance de tous les gouvernements bourgeois ou socialistes, dans le cadre du régime capitaliste, de solutionner la crise financière autrement que sur son dos par son propre asservissement; à cette condition, le prolétariat, ses alliés, les paysans et dans une certaine mesure, la petite bourgeoisie, seront prêts à accepter les solutions communistes.

Pour que notre parti représente bien la majorité de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour que des millions de travailleurs subissent l'influence de notre parti, il est nécessaire que la social-démocratie soit battue, discréditée, qu'elle ait perdu tout crédit auprès de la classe ouvrière.

Pour que le parti communiste puisse conduire le prolétariat à la prise du pouvoir, il doit posséder la confiance absolue des masses ouvrières.

Cela ne sera pas possible tant que deux partis se partageront cette confiance-là. Cela ne sera pas possible tant que nous n'aurons pas démasqué la politique opportuniste, de compromission permanente avec la bourgeoisie des chefs du parti socialiste.

Constatons-le: notre parti a été là-dessus bien insuffisant jusqu'à ces derniers temps: des signes célestes, m'indiquent que cela va changer, tant mieux! Dans notre campagne, nous devons rappeler la grande trahison du parti socialiste depuis qu'il s'est acoquiné avec le gouvernement du Cartel, depuis qu'il abandonna la politique « éprouvée et glorieuse de la lutte de classe pour la politique de concessions à l'ordre établi ». Nous devons rappeler chacun des votes des députés socialistes, qui constitue une véritable scélératesse à l'égard de la classe ouvrière.

L'Humanité devrait, chaque jour, en première page, publier en caractères gras un placard rappelant chaque point de la faillite du gouvernement cartelliste et de la trahison des députés socialistes: amnistie, conseil de guerre, budget de classe, des finances, de la guerre, des fonds secrets, les crédits de la guerre au Maroc, etc... Un tableau chaque jour sur l'Humanité oblige les lecteurs à réfléchir, c'est l'utilisation de cette loi psychologique de l'obsession à laquelle obéissent les firmes en multipliant les panneaux-réclame qui nous poursuivent dans tous nos déplacements.

Avons-nous su exploiter le récent discours d'Herriot, ce magnifique passage où répondant aux socialistes il dit: « Et quoi, ne sera-t-il pas permis à un radical pour sauver le franc d'entrer dans un cabinet d'union nationale alors qu'un socialiste, M. Vandervelde, s'allie avec un catholique pour sauver le franc belge. » C'est irrefutable! les socialistes ne peuvent pas répondre depuis que la II^e Internationale fournit des ministres aux rois et au capitalisme.

Le parti socialiste est beaucoup plus coupable à nos yeux que le parti radical: celui-ci n'a pas tenu ses promesses électorales, il a renié son programme et dupé les travailleurs qui l'avaient élu, mais celui-là, le parti socialiste, a trahi ses principes et sa classe.

Chaque jour, les dirigeants socialistes écrivent sur les journaux de province.

Il faut polémiquer avec eux, répondre à chacun de leurs articles, les analyser, montrer aux masses comment elles sont trompées.

« Il s'agit de vérifier leur sincérité, de comparer leurs œuvres à leurs paroles ou leurs écrits, de ne pas se contenter d'une phraséologie idéaliste ou charlatanesque et de rechercher le contenu de classe réel de leurs mots d'ordre. »

Toute sa vie, Lénine, ce grand démolisseur de la social-démocratie, nous a donné un magistral exemple de la manière dont il faut combattre les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Que font les socialistes devant la crise financière ? Bouisson reconnaît bien « que les puissances d'argent s'accommodent parfaitement du ministère Poincaré, qu'aucun n'a mieux fait l'affaire des agioteurs, des spéculateurs, de la grande métallurgie, des brasseurs d'affaires et des mercantis. »

Mais que font les députés socialistes ? Le combattent-ils ? Pas le moins du monde.

Les orateurs éminents, éloquents du parti socialiste parcourent-ils le pays pour sonner la cloche d'alarme, avertir les travailleurs des dangers qui pèsent sur leur tête ? Agitent-ils l'opinion, soulèvent-ils les masses contre l'homme des décrets-loi ? Non. Léon Blum, paraît-il (*L'Ere Nouvelle* dixit), a dissuadé ses camarades d'entamer la campagne contre le ministère d'union nationale : il veut faire l'essai d'un ministère de confiance. Tant pis, si les travailleurs socialistes font les frais de cette expérience d'artiste. M. Léon Blum ne descendra pas dans la mêlée ; juché sur les gradins parlementaires, il formera avec ses amis la gracieuse opposition de Sa Majesté le gouvernement des banquiers. Il y a mieux. Ou pire, si vous préférez ; le secrétaire général du parti, en personne, Paul Faure, prévoyant la terrible crise de chômage qu'entraînera la stabilisation écrivait dans les journaux socialistes :

« Quel va être notre devoir ? Comme toujours, devoir de courage et de franchise. Il va nous falloir aller dans les villes, les grands centres urbains, dans les milieux ruraux mettre en garde les masses populaires contre les mouvements impulsifs et désordonnés, contre les folies bolchéviques que la réaction désire et même provoque. »

Voilà comment les chefs socialistes désarment les travailleurs et justifient, par avance, les répressions.

Voilà ce qu'il faudrait dire dans toutes nos réunions, affiches, dans notre presse et nos journaux d'usine. Certains camarades paraissent gênés quand les socialistes font appel à l'unité politique pour couvrir leur prétexte de refuser le front unique.

Certes, nous ne devons pas nous borner à une négation brutale, sèche en affirmant que nous refusons l'unité politique avec les socialistes.

Nous devons expliquer longuement, clairement, franchement la raison de notre refus. Le discours de Blum au Congrès de Tours nous l'apporte. La conception d'un parti fortement centralisé, discipliné, la défense nationale, la colonisation, nous séparent du parti socialiste. Fusionner, ce serait liquider notre parti, ce serait abandonner le prolétariat sans guide, sans conducteur, le condamner à rester toujours esclave sous la domination capitaliste.

Depuis le Congrès de Tours, les trahisons en série des chefs socia-

listes (ils ont inventé le système Taylor des trahisons) n'ont fait que creuser l'abîme qui nous sépare.

Pour les travailleurs socialistes, j'estime que nous devons leur ouvrir toutes grandes les portes de notre parti.

C'est en critiquant fortement, vigoureusement, la lâcheté et la trahison des chefs sur des faits précis que nous fortifierons et développerons la gauche socialiste.

Ainsi donc, je me résume. Nous devons mener une campagne énergique, soutenue, contre les chefs socialistes, mais en même temps, pratiquer le plus largement possible le front unique pour gagner à nous les travailleurs socialistes et réformistes. Pratiquons désormais le véritable front unique en sachant lier étroitement les revendications immédiates aux mots d'ordre politique. Je n'entends pas le front unique parlementaire ; si au Parlement il nous arrive de voter souvent avec les socialistes, il faudra nous différencier d'eux en bien exposant le point de vue du parti. Ne refaisons pas surtout la grosse faute politique de la séance où fut voté le plan des experts.

Que dans toutes les entreprises nos camarades prennent l'initiative d'établir un cahier de revendications, qu'ils soient les premiers à lutter pour l'augmentation des salaires, le maintien des 8 heures, qu'ils sachent, à la faveur de ces mots d'ordre, entraîner les ouvriers à lutter contre la politique financière du gouvernement, contre le régime capitaliste, pour le gouvernement ouvrier et paysan. Localement, que nos rayons et cellules de rues étudient, approfondissent toutes les questions intéressant les ouvriers : logements, lotissements, coopératives, vie chère, impôts, taxe civique. Ils doivent saisir chaque occasion pour agiter l'opinion, essayer de grouper, d'organiser les masses ouvrières de toutes tendances et sans parti, en ayant soin de leur montrer que le remède radical c'est la lutte révolutionnaire contre le gouvernement d'union bourgeoise.

Que nos fractions dans les syndicats, dans la bataille pour les besoins immédiats de la classe ouvrière, s'efforcent de réaliser le front unique avec les confédérés et inorganisés.

Nous devons avoir un programme minimum pour toutes ces questions, nous en servir comme d'un tremplin pour pousser les masses plus loin, plus haut, vers les buts révolutionnaires.

Toutes les perspectives sur la crise financière prévoient le chômage ; dès aujourd'hui étudions ce problème, sachons ce que nous ferons demain pour toucher les chômeurs, les attirer à nous et les organiser ainsi que les travailleurs étrangers. N'oublions pas les alliés de la révolution, la paysannerie. Allons dans les campagnes exposer nos solutions en tenant compte des besoins des paysans et des petits propriétaires qui changent avec chaque région.

Neutralisons la petite bourgeoisie en la dressant par des mots d'ordre appropriés contre le gros capitalisme qui la déclasse, la rejette dans le prolétariat. Mais luttons toujours pour les différentes revendications, des diverses couches de la population laborieuse à la lumière du gouvernement ouvrier et paysan. C'est-à-dire la prise du pouvoir. Toutes nos actions doivent avoir pour but de faire progresser sur le terrain révolutionnaire les diverses couches sociales auxquelles s'adresse notre propagande.

C'est sur le terrain des luttes quotidiennes que nous devons battre la social-démocratie autant que dans les questions politiques.

A l'usine, au magasin, à la campagne, localement, dans les syndicats, proposons le front unique aux travailleurs socialistes et réformistes. Sachons utiliser le refus des chefs pour les démasquer en montrant les très graves conséquences qu'auront les divisions ouvrières pour le prolétariat.

Toujours notre drapeau largement déployé, démontrons que le parti communiste est le seul parti de la classe ouvrière qui lutte pour son émancipation en préparant la révolution. Ainsi, je crois, nous suivrons la ligne léniniste.

Michel Marty.

L'article du camarade Michel Marty fut rédigé vers le 15 octobre. Il était destiné au précédent numéro des Cahiers. Il paraît avec un retard de quinze jours pour des raisons uniquement techniques.

LA RÉDACTION DES « CAHIERS ».



DANS LA COOPÉRATION

= Les cercles de coopérateurs =



Etre communiste, c'est avoir compris toute l'iniquité du régime capitaliste et la nécessité de lutter pour l'établissement d'une société dirigée par les travailleurs. C'est vers ce but que doivent tendre tous les efforts des communistes convaincus qui doivent saisir toutes les occasions de faire de la propagande pour organiser et diriger les ouvriers dans la lutte contre le régime.

Lorsque les ouvriers, quelles que soient leurs opinions, politiques ou religieuses, ou même leur absence de toute opinion, organisent ou gèrent une coopérative dans l'intention d'atténuer leurs difficultés d'existence, le rôle des communistes est bien naturellement d'utiliser cette intention et cet état d'esprit pour les amener à comprendre ce que c'est que la lutte de classe.

Le fait même que des ouvriers, si arriérés d'opinion soient-ils, considèrent comme utile d'unir leurs efforts pour créer une œuvre collective, indique que le fonctionnement économique de la société leur a déjà inculqué des idées de communauté d'intérêts qui les prédisposent à saisir les contradictions du régime capitaliste.

Il faut développer ce sentiment chez les ouvriers qui l'ont déjà, le plus souvent par intuition, en les intéressant à la gestion de ces œuvres et en leur développant les raisons politiques qui conduisent les ouvriers à créer ces organisations et à leur faire adopter un programme d'action orientant l'activité des coopérateurs en liaison avec l'activité des ouvriers organisés syndicalement et politiquement.

Mais, il faut dire une vérité bien élémentaire : c'est que pour faire ainsi l'éducation de classe de ces nouveaux coopérateurs il faut être en contact avec eux, aussi fréquemment que possible. Or, la structure des coopératives ne se prête pas à ce contact fréquent.

Quels sont, en effet, les rapports habituels des coopérateurs avec leur société ? Ils sont de deux sortes : 1° en tant qu'acheteurs ; 2° en tant que sociétaires.

En tant qu'acheteur, ordinairement, c'est la femme qui vient à la coopérative pour s'approvisionner et elle y vient le plus souvent en considérant la boutique comme une autre boutique. Le coopérateur fait rarement ses achats lui-même et il ne s'intéresse à la société — du moins une très minime partie ne s'intéresse à la société — qu'au moment de l'assemblée générale qui a lieu une fois par an, quelquefois deux, pour quelques rares sociétés.

En tant qu'acheteur, en dehors du fait que dans une période de déséquilibre économique les prix montent assez rapidement, ce qui ne se constate pas seulement à la coopérative, mais aussi dans les autres

boutiques du commerce, rien n'indique quelles sont les raisons politiques qui sont cause de ce renchérissement du prix de la vie.

En tant que sociétaire : l'assemblée générale dure deux ou trois heures. La plus grande partie de la réunion est absorbée par le rapport du Conseil qui traite surtout des questions commerciales, financières et techniques. Il ne reste pour les questions politiques qu'un temps très court qui ne donne pas la possibilité de modifier et d'améliorer la pensée, ou pour être plus exact le manque de pensée, de la plupart des sociétaires qui assistent à la réunion.

Si l'on veut utiliser les coopératives pour le but essentiel qui préoccupe les communistes, il est donc indispensable de rechercher les moyens qui, en nous permettant de créer des contacts fréquents avec tous les coopérateurs nous donnent en même temps la possibilité de faire leur éducation de classe. Comment créer ces rapports et ces contacts fréquents ? C'est là un problème qui n'est certainement pas résolu à l'heure présente et qu'il appartiendra aux communistes de tous les pays, et en particulier à la Section coopérative du Comintern, de résoudre dans le plus bref délai.

Il y a en effet une contradiction dans le mouvement coopératif. Celui-ci réunit numériquement un chiffre considérable de coopérateurs dont la grosse majorité sont des ouvriers, mais, pratiquement, il ne groupe dans ses assemblées générales, c'est-à-dire une fois ou deux par an qu'une minorité insignifiante de coopérateurs inscrits. Certes, cette minorité est pour nous digne d'intérêt et nous ne devons négliger aucune occasion de nous efforcer de la conquérir à l'influence communiste. Mais, notre parti ne néglige pas la masse des travailleurs et ce n'est pas seulement la minorité active que nous devons conquérir, mais la masse des adhérents. La minorité active d'ailleurs, est le plus souvent constituée par des réformistes qui vivent du mouvement et qui sont installés dans le régime capitaliste. La masse, au contraire est exploitée et sent confusément l'injustice de son exploitation. Sans négliger la minorité active, notre principale préoccupation doit donc être en toutes circonstances de conquérir la masse à notre influence. Cette préoccupation a animé, pendant un certain temps les coopérateurs réformistes. C'est dans cette intention qu'ils avaient créé des cercles de coopérateurs. En vérité ces cercles n'avaient qu'un recrutement très limité et il fallait, pour être admis, remplir certaines conditions. Avant la guerre, dans la plupart des sociétés importantes, les socialistes s'étaient efforcés de grouper et développer ces cercles de coopérateurs.

Mais, les progrès de la concentration capitaliste ont conduit les coopérateurs réformistes à centraliser leur organisation commerciale et à fusionner les coopératives entre elles. Cette centralisation a permis aux dirigeants de ces grosses coopératives d'échapper complètement au contrôle des coopérateurs. Ne redoutant plus les critiques qui pouvaient être apportées contre leur gestion ou leur politique au cours des assemblées générales, attendu que celles-ci sont morcelées puisque se tenant par sections, ils n'avaient plus, à ce moment-là, que le contrôle des cercles. Et c'est au sein de ces cercles que s'est fait jour avant même la scission du Parti socialiste en 1920, l'opposition à la politique de collaboration gouvernementale poursuivie par les dirigeants réformistes du mouvement coopératif.

On peut donc dire que, même avant la scission de Tours, les dirigeants s'efforçaient déjà de limiter l'activité des cercles et leur recrutement. C'est ainsi qu'ils avaient aggravé les conditions d'admission en

augmentant le chiffre minimum obligatoire de consommation et en faisant adopter une motion de discipline qui élevait l'autorité des cercles au-dessus de celle de toutes les autres organisations ouvrières syndicales ou politiques.

Après le Congrès de Tours, ils firent voter par les cercles l'exclusion des militants qui ne voulaient pas renoncer à développer les idées de la coopération de classe dans les assemblées générales de coopérateurs. Plusieurs des militants coopérateurs communistes les plus actifs, furent exclus. C'est alors qu'ils fondèrent le *Comité des coopérateurs communistes et révolutionnaires*. Il est utile de rappeler qu'il n'était pas, à ce moment-là question de fractions communistes mais ce qui revient sensiblement au même, de noyaux communistes dans toutes les organisations ouvrières. Pour propager leurs idées de la coopération de classe, la principale difficulté rencontrée par ceux-ci au début de leur action, fut que des membres du P. C. faisaient passer la discipline des cercles avant celle de leur Parti. Il y eut donc, à cette époque, une lutte intestine au Parti, contre les éléments qui n'acceptaient pas que l'on fasse de la politique dans le mouvement coopératif et, sous ce prétexte soutenaient les thèses de Poisson et de ses amis dans les congrès coopératifs et dans les assemblées générales de coopératives.

C'est en conséquence de ces difficultés intestines que le Comité des coopérateurs communistes et révolutionnaires prit, en 1921, la décision d'obliger les adhérents à donner leur démission des cercles de coopérateurs réformistes. Mais, en 1923, cette décision fut modifiée à la suite de l'adoption par le Comité directeur d'une résolution qui interdisait aux membres du Parti adhérents à un cercle de coopérateurs, fût-il réformiste, de donner leur démission. Cette résolution indiquait que les communistes devaient au sein de ces cercles réformistes, défendre le point de vue adopté par les organes responsables du Parti. S'ils étaient battus par la majorité réformiste, ils ne devaient pas s'incliner devant la discipline des cercles, mais continuer à propager et à défendre dans les assemblées générales de coopératives ou dans les congrès coopératifs les mêmes idées qu'ils avaient défendues auparavant comme minorité au sein des cercles.

En aucun cas, ils ne devaient donc donner leur démission des cercles réformistes mais ne pas hésiter à encourir des sanctions plutôt que de faillir à la discipline du Parti. Mais, du fait que les réformistes ont réduit et limité de plus en plus l'activité de leurs cercles, les communistes et les coopérateurs partisans de la coopération de classe, ont développé des cercles dont l'activité n'était pas limitée par l'obstruction systématique des chefs réformistes. Les cercles de coopérateurs révolutionnaires se sont développés en particulier dans la région parisienne. Il est utile de préciser qu'en créant ces cercles, les révolutionnaires ont été animés du désir de grouper tous les coopérateurs sans limitation du nombre d'années comme membre participant à la coopérative et sans exiger de chiffre de consommation. La seule chose demandée aux adhérents c'est d'accepter le principe de la coopération au service de la classe ouvrière. Dans ces cercles, les socialistes ont donc la possibilité d'y rentrer et d'y collaborer. Il ne faudrait pas croire en effet que tous les membres du Parti socialiste sont d'accord avec la conception de la neutralité coopérative. Il y a eu, à certains moments, des petites difficultés au sein du Parti socialiste du fait que certains dans le Parti ont conservé les idées développées avant guerre par Jules Guesde et qui tendaient à mettre la coopération au service du Parti ouvrier. La preuve est faite

qu'il est possible de travailler avec les ouvriers socialistes dans le mouvement coopératif. Dans une région coopérative, une fête et des réunions ont été organisées en commun par le cercle des coopérateurs et le comité régional des coopératives. C'est à généraliser cet exemple que doivent s'employer tous les cercles de coopérateurs. Pour faciliter cette tâche, peut-être serait-il mieux dans la plupart des cas, de ne pas ajouter au titre des cercles, le mot révolutionnaire, si ceci peut avoir comme conséquence de limiter ou d'entraver le recrutement des cercles.

Au sein des cercles, les communistes doivent toujours s'efforcer de rattacher les questions politiques aux problèmes commerciaux et techniques. Il est facile en effet de montrer que, par la collaboration des dirigeants du mouvement coopératif aux commissions gouvernementales on ne peut obtenir de résultats efficaces favorisant le développement des coopératives. L'expérience de la dernière guerre est, à ce sujet, très significative. Les délégués des coopératives ont collaboré dans toutes les commissions de ravitaillement aux côtés des délégués du gouvernement et des grandes firmes commerciales parce qu'il s'agissait, à ce moment-là d'éviter le mécontentement des masses laborieuses afin de pouvoir plus facilement maintenir la discipline dans les tranchées.

Dans certains cas même, les coopératives ont eu le monopole de l'approvisionnement pour certaines marchandises. C'est ainsi que, dans la région parisienne les coopératives étaient chargées de la distribution des pommes de terre et des légumes secs, destinées aux femmes et aux enfants de mobilisés. Mais, dès que la guerre a été finie, le gouvernement a repris les maigres avantages qu'il avait consentis aux coopératives sous la forme de crédits qui leur avaient été affectés et il a traité les coopératives au même titre que le commerce privé.

Ceci montre bien que l'on n'obtient pas en régime capitaliste la moindre considération pour le mouvement coopératif, ni le moindre avantage, sans l'appui et l'action des masses ouvrières dans la lutte contre celui-ci. Les cercles doivent donc augmenter leur effort dans l'agitation en faveur de crédits accordés par le gouvernement aux coopératives de consommation et par la réduction des impôts sur celles-ci et sur les denrées de première nécessité. Ils doivent montrer la duplicité des Chambres bourgeoises et des réformistes qui collaborent avec elles, dans le fait qu'ils utilisent les coopératives à certains moments, non pas dans l'intérêt des ouvriers mais dans l'intérêt de la stabilité du régime bourgeois. Quand ils ne jugent plus utile de se servir du mouvement coopératif ils le combattent par tous les moyens en lui refusant les crédits et en créant des coopératives patronales ou des éconômats.

Sur toutes ces questions comme dans la recherche des raisons qui poussent à l'augmentation du coût de la vie comme : l'inflation, les nouveaux impôts, les droits de douane, il est facile de démontrer que les réformistes ne servent pas l'intérêt des coopérateurs et des masses ouvrières. C'est le rôle des communistes au sein des cercles dont les réunions doivent être aussi fréquentes que possible qu'il appartient de poser tous ces problèmes en les reliant aux difficultés de gestion de leurs coopératives. Il faut également saisir les occasions de montrer que l'appui des organismes centraux du mouvement coopératif comme le Magasin de gros ou la Banque des Coopératives est surtout accordé aux sociétés dirigées par les réformistes qui, sous prétexte de neutralité coopérative, sont en liaison constante avec le gouvernement bourgeois.

Le rôle des cercles c'est d'être l'outil essentiel de liaison entre les communistes et la masse des coopérateurs. Il convient donc que ces

cercles mènent une propagande active pour faire adhérer le maximum d'ouvriers et d'employés à la coopérative et de montrer, en toutes circonstances qu'on ne peut bien servir leurs intérêts de consommateurs qu'en menant une action intimement liée à celle des organisations ouvrières syndicale et politique contre le régime capitaliste.

Cette démonstration sera d'autant plus facile que l'on établira, à chaque occasion, la comparaison entre le développement obtenu en Russie par la coopération grâce à l'appui du gouvernement ouvrier et paysan, et la stagnation dans laquelle se trouvent les coopératives dans la plupart des pays capitalistes.

C'est en utilisant, en toutes circonstances, les cercles de coopérateurs pour démontrer la nécessité de lutter contre le régime capitaliste que l'on assurera le maximum de développement aux coopératives et que l'on servira le mieux l'intérêt des masses ouvrières.

Georges Marrane.



DÉCISIONS DU B. P. ET DU C. C.

sur la question russe



Le 21 octobre dernier, la nouvelle de la décision prise par l'opposition russe d'accepter les conditions de la majorité du P. C. R. lui étant parvenue, notre Comité central a voté la résolution suivante, déjà publiée dans l'Humanité du 25 octobre.

Résolution du Comité central du P. C. F.

Le C. C. du P. C. F. prend acte de la déclaration faite par l'opposition du P. C. de l'U. R. S. S. ayant à sa tête les camarades Zinoviev, Trotski, Kamenev, Piatakov.

Ce document déclare entre autres que les signataires :

1° Se soumettant sans réserves aux décisions du 14^e Congrès ainsi qu'aux décisions du Comité central et de la Commission centrale de contrôle;

2° Qu'ils invitent tous les groupements ou fractions qui ont mené la lutte contre la politique du Comité central après le 14^e Congrès à se dissoudre immédiatement;

3° Qu'ils reconnaissent que par leurs agissements à Moscou et à Leningrad ils ont violé les décisions du Comité central et de la Commission centrale de contrôle.

4° Qu'ils se séparent irrémédiablement du groupe de droite Chliapnikov-Medvédiev.

5° Qu'ils renoncent à donner tout appui aux éléments de droite et d'extrême-gauche, pour la plupart exclus pour actes d'indiscipline des rangs de l'I. C. (Ruth Fischer, Maslow en Allemagne; Souvarine, Rosmer, Monatte en France).

Le C. C. du P. C. F. rappelle les différentes résolutions qu'il a votées au sujet de la question russe (janvier, juillet et septembre 1926) et en confirme les points essentiels. Il félicite le C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. ainsi que le Parti tout entier resté groupé autour de son Comité central de leur vigoureuse défense contre toute atteinte à la discipline et à l'unité du Parti. Il estime que cette attitude énergique, digne du Parti de Lénine, a contribué grandement à liquider la lutte fractionnelle au sein du Parti.

L'opposition s'est heurtée à la résistance de l'écrasante majorité des cellules communistes et l'attitude de celles-ci est la démonstration de la justesse de la ligne adoptée par le 14^e Congrès que confirment encore les récents progrès réalisés dans le domaine économique.

Le C. C. du P. C. F. est persuadé que la lutte politique de ces derniers mois aura éclairé et renforcé considérablement l'idéologie du prolétariat de l'U. R. S. S., de plus en plus capable de comprendre et d'appliquer la ligne léniniste.

Le C. C. du P. C. F. déclare que le C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. était d'autant plus fondé à poursuivre la lutte contre l'opposition jusqu'à sa liquidation complète qu'une fois de plus la bourgeoisie internationale engage une nouvelle offensive contre la Russie des Soviets qui, malgré les difficultés intérieures et extérieures, poursuit victorieusement l'édification du socialisme et reste le guide du prolétariat international et le soutien des peuples opprimés.

Le C. C. du P. C. F. déclare nécessaire de continuer l'étude des problèmes soulevés au sein du P. C. de l'U. R. S. S. Cette étude doit contribuer à relever le niveau idéologique des membres du P. C. F. à l'heure où celui-ci enregistre des succès certains qui se concrétisent par un développement important de son influence et l'entrée de plusieurs milliers de nouveaux adhérents dans son sein.

Il indique que cette étude n'aura de résultats tangibles qu'autant qu'elle se poursuivra dans les organismes de base du Parti : rayons, sous-rayons, cellules.

Le C. C. rappelle toutefois qu'une telle discussion ne doit porter nul préjudice à l'accomplissement des tâches impérieuses qui se posent devant le Parti.

Le C. C. du P. C. F.

Votée par 63 membres qui se sont prononcés au Comité central ou qui ont fixé leur vote depuis, contre 6 et 3 abstentions.



Le Comité central avait chargé le B. P., au cas où une autre réunion du C. C. ne serait pas possible avant le départ de la délégation française à l'Exécutif, de prendre toute décision utile au sujet de cette délégation et du mandat indicatif qu'elle devait recevoir.

Conformément à cette décision, le B. P., dans sa séance du 28 octobre, a voté, à l'unanimité, la résolution suivante, en ce qui concerne la manière dont la discussion sur les problèmes russes doit se poursuivre dans le Parti français.

Résolution du B. P. du P. C. F. du 28 octobre 1926

Le Bureau politique, appliquant la résolution adoptée par le C. C. en ce qui concerne la discussion du P. C. de l'U. R. S. S., qui indique que « l'étude de la question n'aura de résultats tangibles qu'autant qu'elle se poursuivra dans les organismes de base du Parti : rayons, sous-rayons, cellules ».

Estimant que les arguments essentiels de discussion ont été apportés devant plusieurs assemblées d'information de la R. P., que d'autre part

la déclaration de l'opposition russe permet de donner à la discussion tout le temps et la sérénité désirables, pour qu'ainsi que l'a fixé notre C. C., « *cette étude contribue à relever le niveau idéologique des membres du P. C. F.* ».

Décide de demander à la R. P. de suspendre ses assemblées d'information régionale, et, de même que pour toutes les régions du Parti, d'orienter la discussion dans les cellules, en organisant, partout où cela est possible, des assemblées de sous-rayons et rayons.

Décide également pour faciliter la discussion, de faire éditer dans un numéro spécial des *Cahiers*, les principaux exposés faits aux assemblées de la R. P. ainsi que les documents essentiels émanants du P. C. de l'U. R. S. S.

Enfin le Bureau politique rappelle que le C. C. a souligné « *que cette discussion ne devait porter nul préjudice à l'accomplissement des tâches impérieuses qui se posent devant le Parti* » et demande à tous les adhérents de toujours mettre au premier plan le travail fixé par les organismes de direction.

Le B. P. du P. C. F.

*
* *

Au cours de la même séance, le B. P. a voté à l'unanimité une seconde résolution dans laquelle il a fixé les lignes générales du mandat indicatif qu'il donnait à la délégation à l'Exécutif.

Résolution

Le B. P. du P. C. F. après avoir pris connaissance de la déclaration présentée à la séance plénière du C. C. et de la C. C. C. du Parti communiste de l'U. R. S. S. par les représentants des sections de l'I. C. d'Allemagne, France, Tchécoslovaquie, Italie, Angleterre, Etats-Unis, Pologne, Japon, Finlande, Indes, etc...

Approuve entièrement cette déclaration qui souligne la ligne anti-léniniste du bloc oppositionnel, le rôle dirigeant de Zinoviev dans la défense de cette fausse ligne politique et ses menées fractionnelles dans l'I. C. en tant que président du C. E. de l'Internationale et estime impossible la présence ultérieure et le travail de Zinoviev à la tête de l'I. C.

Décide de mandater pour représenter le P. C. F. au prochain Exécutif les camarades qui approuvent cette déclaration et qui sont en complet accord avec les résolutions qui ont été adoptées par notre Comité central sur la question.

Le B. P. donne mandat à sa délégation à l'Exécutif de soutenir les propositions suivantes :

1° Remplacement de Zinoviev à la tête du C. E. de l'I. C. et examen avec les autres sections de l'Internationale de la transformation immédiate de la direction de l'I. C. par la création d'un secrétariat dirigeant;

2° Estimant que tout travail fractionnel de la part des militants placés à un poste de direction de l'I. C. ou de ses sections (comités centraux, commissions centrales de contrôle, bureaux politiques, bureaux

d'organisation) ne doit plus être toléré, demande qu'à l'avenir les militants qui se livreraient à un tel travail soient immédiatement écartés de ces organismes par le retrait de leurs fonctions;

3° Reprenant les termes de la décision du B. P. du 28 octobre en ce qui concerne la camarade Suzanne Girault, indiquant qu'elle n'a plus qualité pour représenter à l'Exécutif le P. C. F. en raison de ce que depuis le V^e Congrès mondial, l'I. C. et le P. C. F. ont condamné la politique dont elle a été la principale instigatrice et que de plus sa position particulière sur la question russe ne correspond pas à celle de la majorité du Parti, demande le retrait de son mandat de suppléante au C. E. de l'I. C. et la désignation de camarades en accord avec la ligne du P. C. F. et de l'I. C.

Le B. P. du P. C. F.

* * * *

REVUE DES ÉVÉNEMENTS

ET DOCUMENTATION



La politique intérieure du 15 au 30 octobre 1926

15 octobre. — Le Congrès radical s'est ouvert à Bordeaux.

Discours-plaidoyer de Herriot, rien de neuf : « Je suis entré dans le ministère Poincaré pour éviter la chute catastrophique du franc. Je me demande pourquoi ce qui est permis à un socialiste belge (la collaboration au gouvernement serait interdit à un radical français, etc. »

Un ordre du jour, d'une assemblée de secrétaires et présidents de fédérations, invite Herriot à rester à la tête du Parti.

Devant la Commission politique, Franklin-Bouillon, dont on sait qu'il fut de bonne heure partisan avoué de l'Union nationale, déclare que la rupture du Cartel provint de ce que les radicaux n'exigèrent pas des socialistes la collaboration gouvernementale. Dorénavant, il veut que son Parti ait le rôle dirigeant dans les alliances genre « Cartel ».

Ce Congrès est composé de conseillers généraux et d'arrondissement, d'anciens élus ou candidats aux élections législatives, sénatoriales, départementales, des rédacteurs des journaux radicaux ! Un petit nombre de délégués des fédérations.

La presse de gauche approuve Herriot, sauf la *Volonté*, journal de Caillaux, qui déclare que Herriot ne s'est point réellement expliqué sur les raisons qui l'ont fait renverser Caillaux. Le Parti, dit Frossard, devra dire s'il entend lier son sort à celui du ministère Poincaré, qui est la dictature de l'incohérence.

Romier, dans la *Journée Industrielle*, souligne plus sérieusement que des décisions du Congrès dépend la stabilité ministérielle — et monétaire.

En septembre, le rendement des impôts est de trois milliards cent trente-deux millions, dont deux milliards 396 millions de contributions indirectes. Où est la « fiscalité démocratique promise par le cartel ?

Ces recettes, prélevées sur les travailleurs, viennent de permettre un remboursement de 650 millions à la Banque de France.

En même temps que le fisc les pille, le patronat entend exploiter plus lourdement les ouvriers. *Le Temps* et les *Débats* attaquent la journée de huit heures. *Le Temps*, hypocritement, respecte cette loi, mais veut que jouent à fond les clauses de dérogations.

Le Peuple ouvre une enquête sur les huit heures et l'introduction des méthodes américaines de travail. Nous y reviendrons.

Renaudel quitte le *Quotidien*, annonce officiellement Henri Dumay.

16 octobre. — Le Congrès radical continue. Malvy, « cible » trop indiquée pour la droite, est écarté de la présidence du Parti, à laquelle il prétendait. (Une réunion de présidents et de secrétaires de fédérations s'y opposent.) Herriot consulté maintient son refus et approuve la candidature Sarraut. C'est, déjà assurée, l'orientation à droite du Parti.

Débat sur la politique générale : le rapporteur Berthod (Jura), lié dans son fief aux S. F. I. O., se borne à féliciter Herriot de sa victoire de

1924 et de sa politique internationale; il préconise l'entente des partis de gauche.

Malvy veut qu'on réserve les « malentendus » avec les socialistes.

Franklin-Bouillon dit le contraire de Malvy, et n'est pas moins applaudi. Il faut approuver l'Union nationale, — ou alors sommer les ministres radicaux de démissionner. Bouillon déclare que, désormais, l'union avec les S. F. I. O. doit être conditionnée par leur consentement à participer au gouvernement. Caillaux approuve.

La motion Berthod est votée : la restauration financière au premier rang; l'alliance avec tous les partis de gauche pour des actions communes.

On connaît l'ardeur des socialistes lyonnais à combattre Herriot, avec l'approbation de la C. A. P. Vérité à Lyon, erreur à Bordeaux ! Le maire socialiste de Bordeaux, Marquet, reçoit Herriot, et le salue en souhaitant l'entente des socialistes avec les radicaux. Et Herriot lit une lettre d'Auriol qu'il vient de recevoir : Auriol s'y défend d'avoir jamais « contrarié l'action du parti radical ». Sans commentaires.

La balance du commerce extérieur français est positive en septembre de plus de 500 millions. Mais le total pour les huit premiers mois reste déficitaire d'environ un milliard et demi.

17 octobre. — La lettre de démission de Renaudel au *Quotidien* est publiée. P. Bertrand la commente et nous donne, en une petite phrase, une idée de la manière dont un vieux socialiste à la Renaudel comprend la discipline de parti : « Nous ne pouvons pas méconnaître que, pour continuer au sein de son parti sa propagande en faveur des idées qui sont les nôtres et les siennes, Pierre Renaudel eût éprouvé quelque gêne de la collaboration qu'il nous donnait. »

Au congrès radical, débats sur la politique extérieure. Evidemment, on approuve Londres, Locarno, Thoiry, etc.

Un ordre du jour sur les dettes, après intervention de Caillaux, est adopté : ratification avec réserves effectives (transfert, sauvegarde).

Un ordre du jour est ensuite voté en faveur du prélèvement sur le capital. Exemple saisissant de la démagogie de ce Parti radical, qui préconise une telle mesure au moment même où il soutient Poincaré.

Maurice Sarraut, sénateur de l'Aude, est élu président du Parti par 446 voix sur 514 votants.

G. Ponsot, dans l'*Ere Nouvelle*, suit sa ligne invariable. Les radicaux, dit-il, ont fait le grand geste d'union. Ils ont tendu la main aux réformistes. Cinquante socialistes sont prêts à répondre à l'appel des radicaux. Ni Blum ni Faure n'ont poigné assez robuste pour jeter bas la formation démocratique qui s'annonce. La parole est à Boncour. — (C'est l'appel à la scission à droite dans le Parti S. F. I. O.)

La *Journée Industrielle* signale que l'obstacle principal au rapprochement des radicaux et des socialistes est le problème financier. Les radicaux sentent que Poincaré est irremplaçable et veulent l'appuyer; les S. F. I. O. ont pris une position démagogique dans la question financière.

La politique financière du gouvernement est très discutée par la presse. Un article de l'*Information* affirme, d'après l'exemple étranger, que la stabilisation peut s'effectuer sans crise économique. C'est la revalorisation, dit l'auteur, qui crée nécessairement une crise. Article tendancieux contre la revalorisation, pour la stabilisation. Un article du même journal dit : Il ne faut user qu'avec prudence de la tactique déflationniste; il y a des risques de crise économique, qui entraîneraient une diminution des recettes budgétaires, par suite du ralentissement des échanges commerciaux; l'apparition de nouvelles charges pour les pouvoirs publics, du fait du chômage; le besoin de disponibilités immédiates chez les particuliers, se traduisant par des non-renouvellements de Bons de la Défense et de Bons à court terme, et par des retraits de dépôts aux caisses d'épargne et dans les banques, ces dernières cherchant à leur tour à mobiliser leur portefeuille de Bons. Ainsi apparaît la témérité qu'il y aurait, sous le prétexte de revaloriser la devise, à plonger délibérément

le pays dans une crise de sous-production et de sous-consommation. C'est peut-être le plus délicat des problèmes qui nous sollicitent, que de ménager sans heurts trop violents le passage d'une économie à monnaie dépréciée à une économie re-stabilisée. Il ne faut user qu'avec prudence de la technique déflationniste.

Et Bainville écrit à propos du Budget de 1927, qui prévoit, au cas de demandes de remboursement de la part des créanciers à court terme de l'Etat, un supplément d'impôts :

« Rembourser la dette à court terme à l'aide d'impôts, c'est ce qu'a fait Loucheur. Ce procédé a toutes les chances de mettre par terre la stabilisation. L'exagération des impôts oblige le contribuable à réaliser immédiatement ses bons en obligations. Pour rembourser une partie de la dette flottante, on oblige d'autres porteurs à demander leur remboursement. »

Les travailleurs parisiens commémorent l'assassinat de Sabatier.

18 octobre. — Le Congrès radical prend fin. La déclaration est rédigée en vue des élections sénatoriales. Cartel électoral à gauche, mais sans les communistes. Respect des 8 heures, défense de toucher aux monopoles. Pas de prélèvement sur le capital (triomphe du point de vue Cail-laux à Nice).

Le passage relatif au gouvernement Poincaré est en fin de compte approuvé. Le Parti radical toutefois entend reprendre la direction du pouvoir. Le système des « considérants » est accepté par le Congrès (dette à l'Amérique). Il faut stabiliser rapidement, revenir au scrutin d'arrondissement, amender les décrets de réforme judiciaire.

Le *Quotidien* souligne que ce Congrès n'a rien éclairci. Il regrette qu'on n'y ait pas décidé la lutte contre le Sénat. Il se réjouit seulement de la volonté d'union avec les socialistes, marquée par la déclaration. La *Volonté* indique en deux lignes le sens de la déclaration : « M. Maurice Sarraut s'est donc efforcé, d'une part de faire admettre à son Parti, comme une nécessité inéluctable, l'Union nationale, d'autre part de lui laisser entrevoir une renaissance possible du Cartel. »

Et voilà !

La presse de droite souligne avec mécontentement que les ardicaux n'ont signé avec la droite « qu'un armistice ». Néanmoins, elle est unanime à saluer l'élection de Sarraut, « modéré », contre Malvy, « cartellisant » à tous crins, comme une victoire pour Poincaré.

A Creil, les socialistes Uhry et Boncour ont inauguré, par des discours alternant avec la *Marseillaise*, le monument aux morts. Les ouvriers qui protestaient et chantaient l'*Internationale* ont été chargés.

19 octobre. — L'*Humanité* publie une circulaire du ministère de l'Intérieur, tendant à déposséder les municipalités ouvrières de leurs pouvoirs de police au profit des commissaires, qui sont à la disposition du préfet, c'est-à-dire du pouvoir central.

Un article de Cachin, le 18 octobre, et un de Vaillant-Couturier aujourd'hui, soulignent utilement le désordre et les contradictions du Parti socialiste.

A la fondation du Cartel, disent-ils, les chefs ont fixé leur ligne aux ouvriers qui les suivaient : 1° alliance avec la bourgeoisie radicale ; 2° lutte sans merci contre leurs frères de classe adhérant au communisme. Aujourd'hui il faut liquider le Cartel et les héritiers se disputent âprement la succession. La C. A. P. et Paul Faure décident le retour à une politique exclusivement socialiste, sans compromissions à droite ou à gauche. Elle donne l'ordre à Renaudel d'évacuer le *Quotidien*, et approuve la lutte des S. F. I. O. de Lyon contre Herriot. Mais les cartellisans socialistes ne s'avouent pas battus. Mais Marquet à Bordeaux, Mistral, Brenier, Chastanet invitent le même Herriot à des banquets solennels où ils font l'éloge de sa politique. Mais Nicolle, député de l'Ain, flétrit dans les journaux du Cartel la dictature de la C. A. P. —

Berlia, socialiste, au Conseil général de la Haute-Garonne, se prononce contre la libération des emprisonnés. Et Renaudel écrit tous les jours dans le *Quotidien* qu'il a quitté.

Un millier de mineurs sont en grève à Belly-Montigny, réalisant le front unique.

On épilogue sur le Congrès radical. P. Bertrand insiste en faveur de la collaboration des socialistes avec les gauches, non seulement électorale, mais gouvernementale. Ponsot annonce la scission socialiste « inévitable comme l'hiver qui s'avance ».

Les dettes ne seront pas discutées à la Chambre avant 1927. François de Wendel (Union républicaine) a rendu visite à Poincaré pour lui notifier que son groupe ne pouvait accepter les accords tels qu'ils sont.

En Amérique, le banquier Lamont préconiserait le « coup d'éponge ». Le *Figaro* définit la politique financière de Poincaré : « Une revalorisation lente, une pré-stabilisation de fait prolongée... »

20 octobre. — Le fameux *Manifeste des banquiers* internationaux est publié. Nous n'en parlerons pas dans cette chronologie. Signalons seulement l'attitude du *Peuple*. De même qu'il avait naguère salué le *Cartel de l'Acier*, coalition des barons du fer, comme un gage de paix, de même il proclame à propos du manifeste : « Les porte-parole du grand capital n'ont fait que reprendre les conceptions du mouvement ouvrier (*lisez réformiste*) sur la dénonciation du nationalisme économique, des barrières douanières, du déséquilibre dans la répartition des matières premières européennes... La conversion des représentants du capitalisme est un symptôme qui n'est point à dédaigner. Quelle victoire morale pour la classe ouvrière d'avoir imposé ses idées à ceux qui prétendent garder pour eux seuls la direction de la vie collective. » Disons, nous, que rien ne prouve plus lumineusement la complicité de fait d'Amsterdam et des chefs de la C. G. T. avec le capitalisme que cet accord qui s'établit sur de grandes questions entre les représentants de l'Impérialisme et ceux qui prétendent représenter le prolétariat.

Le 30 octobre se tiendra le Conseil national du Parti socialiste.

Il y a eu, dit l'*Ere Nouvelle*, à Bordeaux, quasi-unanimité pour offrir une collaboration loyale aux socialistes. Que répondront-ils ?

Dans l'Isère, les S. F. I. O., sur la proposition du sénateur Brenier, proposent qu'on laisse toute liberté aux fédérations quant à la tactique aux élections sénatoriales.

Une déclaration significative de l'état d'esprit des chefs S. F. I. O. : Chastanet, répondant à une intervention, s'écrie :

« Il faut voir la vie telle qu'elle est. Convient-il, deux ans après la constitution du Cartel, de nous retourner contre les radicaux au lieu de nous redresser contre les réactionnaires qui profitent de nos divisions ? A mon avis, nous n'avons pas plus de droit d'intervenir dans la vie intérieure du Parti radical, que les radicaux n'ont celui de venir intriguer chez nous. Vous parlez de révolution ? Il s'en est fait beaucoup à l'étranger depuis la guerre. Qu'en est-il advenu ? Et avec qui ferons-nous une révolution ? »

« J'ai dit à la Tour-du-Pin, précise Brenier, que les divergences de doctrines entre les radicaux et nous étaient plus apparentes que réelles. Je n'en veux pour preuve que les tracts de propagande de notre fédération du Rhône qui parlent simplement de la transformation de la propriété anonyme en propriété collective. D'autre part, le Parti radical a évolué grandement ; il ne soutient plus le salariat comme une forme intangible du travail ; de même pour la nationalisation des monopoles de fait qu'il réclame comme nous. »

Au Conseil national on s'occupera de l'affaire Herriot, du cas Boncour et enfin de l'attitude du groupe parlementaire à l'égard du Cabinet. L'*Œuvre* déclare que Léon Blum « aurait l'intention de proposer une attitude expectante ». Autrement dit, les S. F. I. O. s'abstiendraient ! Ce n'est pas pour nous étonner !

Un intéressant article de Gayman dans *l'Humanité* montre les faiblesses de la politique financière de Poincaré :

L'Etat a remboursé des centaines de millions à la Banque, mais il a emprunté un demi-milliard en Suisse et un demi-milliard en Hollande.

On lance un emprunt d'amortissement de la dette flottante, mais outre que son succès ne fut dû qu'aux souscriptions des banques (50 p. 100), on lance de nouveaux bons en circulation, qui viennent remplacer ceux qu'on consolide.

Les importations de *matières premières* diminuent : indice de la crise économique et du chômage qui viennent.

On a acheté or et devises, mais aussi émis des billets qui constituent une inflation.

Et le budget de 1927 sera de 47 milliards.

21 octobre. — Le gouvernement demandera à la Chambre de consacrer la session extraordinaire de 1926 au budget, exclusivement. Trois semaines pour voter un budget de 47 milliards ! La procédure expéditive chère à Renaudel jouera.

A la Commission des Finances, le rapporteur annonce la reconstitution (grâce à la baisse de la livre) du *fonds Morgan*, masse de manœuvre.

Au sujet de la vie chère, deux thèses s'affrontent dans la presse. Les uns demandent des mesures contre les spéculateurs, etc. L. Romier (*Figaro*) au contraire se prononce pour la liberté du producteur : « En l'entravant, dit-il, on marche à la sous-production agricole, à la disette. »

De Monicault, Aubergé, Momirel, quittent avec éclat l'Office des céréales panifiables, pour protester contre la levée des droits de douane sur les blés. Même note protectionniste dans *l'Avenir* et dans *le Figaro*, et en général dans la presse de droite.

Parmi les causes de la hausse du franc, on signale celle-ci : au moment de la tentative d'Herriot, quand la livre grimpa à 240, nombre de gens achetèrent à terme par prudence des livres et des dollars. Ils sont aujourd'hui contraints de revendre.

22 octobre. — L'officieux Marcel Hutin, dans *l'Echo de Paris*, croit savoir que d'ici 1927, avant que s'engage au Parlement le débat sur les dettes, des négociations auront lieu entre Washington et Paris au sujet des fameuses réserves, pour leur introduction dans le texte de l'accord. Il signale que le gouvernement ne verrait pas sans crainte continuer la hausse du franc, à cause du chômage, de la crise de l'industrie exportatrice qui se dessinent.

On confirme que le récent emprunt de « consolidation » a produit 3 milliards 200 millions.

La vie monte toujours ! L'indice de l'Union des Syndicats de la région parisienne est 728 contre 680 pour septembre. Cet indice, appliqué à un salaire de base minimum de 5 francs en 1914 fixe le minimum pour 1926 à 36 fr. 40.

Le bilan de la Banque de France indique une réduction de 150 millions du montant des avances à l'Etat, et une diminution de la circulation de 443 millions et demi. Les rachats d'or, argent et devises de la Banque atteignent le total de 859 millions (francs-papier).

Mais le budget comportera en 1927, 13 milliards 158 millions de charges nouvelles. *Le Temps*, en signalant ce chiffre, montre l'impossibilité de voter les assurances sociales (charge supplémentaire, 7 à 8 milliards). Ce serait, dit-il, « le coup de grâce pour la production nationale ». Avis à M. Jouhaux, qui rendait naguère visite à Poincaré pour le prier respectueusement de songer aux assurances sociales...

L'activité des partis s'accroît aux approches de la session parlementaire. Sous le titre « La crise du Parti radical », *l'Ere Nouvelle* signale la formation d'une opposition au gouvernement au sein du groupe radical-socialiste. A la veille du Congrès radical, on se rappelle que Léon Meyer, Daladier, Falcoz, avaient pris la tête des protestataires contre la réforme

judiciaire et administrative. A Bordeaux, Léo Bouyssou (radical aussi) indiqua son animosité contre le Cabinet.

Tout ce monde-là forme, sous le nom de *gauche radicale-socialiste*, un sous-groupe à la Chambre. Unité de vote de ce sous-groupe contre Poincaré ! Il comprend des amis d'Herriot (pourquoi pas ?), le radical Archimbaud, et quelques républicains-socialistes (groupe Painlevé). Ces messieurs prétendent « maintenir strictement la doctrine définie avec précision au Congrès de Nice, pratiquer l'entente avec les socialistes... etc. ». En fait, la plupart ont besoin des complaisances socialistes pour être réélus.

23 octobre. — Le gouvernement fait savoir que les Chambres seront convoquées... quand la Commission des Finances aura achevé l'examen du budget... Dans la discussion, on ratifiera les décrets. Un seul orateur aura un quart d'heure pour s'expliquer sur le décret en discussion.

Pour les élections sénatoriales, Millerand se présenterait dans la Seine.

Les attaques contre la journée de 8 heures se poursuivent dans la presse.

24 octobre. — La restriction des crédits, en obligeant les débiteurs de devises à les liquider contre des francs, la spéculation à la hausse, etc., font grimper le franc. La presse bourgeoise elle-même doit reconnaître la contradiction de la politique de Poincaré : à mesure que le franc monte, le budget de 47 milliards s'alourdit ; on a l'air de vouloir « revaloriser », mais alors : 1° c'est l'instabilité des changes qui se perpétue ; 2° c'est la crise économique plus rapide et plus forte.

Un curieux article de *l'Avenir* incite Poincaré à ne pas stabiliser. Quant à la ratification, Dariac, dans des déclarations à la presse américaine, déclare : « Nous reconnaissons la dette, toute la dette. Nous la paierons sous certaines réserves légitimes, et sous une condition, c'est qu'on nous laisse le temps d'examiner avec l'ensemble des nations alliées, s'il n'est pas possible de créer un organisme bancaire international, à qui toute l'Europe fournirait les ressources nécessaires, et à qui nous nous en remettrions du soin de payer les échéances. »

La Riscossa est interdite, en vertu de la circulaire Sarraut dont nous avons parlé. Les torchons fascistes peuvent continuer à paraître.

25 octobre. — La Journée nationale des cheminots a été un grand succès (voir Quinzaine syndicale).

Une Semaine des mineurs anglais est organisée par la C. G. T. U. Le Conseil fédéral socialiste de la Seine a tenu séance. Le « cas Boncour » y a été examiné. La motion de la droite (Kahn) a été votée par 1.480 voix contre 1.008. Les motions centristes ont été défendues par Zyromski, Longuet, Bracke. La motion gauche par Maurin. Cette dernière motion (démission de Boncour de la S. D. N.) n'obtint que 212 voix. C'est une victoire pour la droite socialiste.

Le Conseil souhaite que des listes socialistes soient présentées au premier tour des élections municipales ; aux tours suivants, il autorise — formule souple ! — les alliances avec les hommes « n'ayant eu aucune compromission avec le Bloc National ».

Discours intéressant de Montigny (lieutenant de Caillaux) à Château-Loir. « Demain nous trouvera sans doute plus souvent dans l'opposition que dans la majorité... C'est la mise à mort du cabinet Briand-Caillaux, qui a permis le retour de Poincaré (coup de griffe à Herriot) — Les plus hautes raisons exigent le maintien de la cordialité et de la collaboration entre radicaux et socialistes. »

L'Avenir assène à Boncour le pavé de l'ours. Etre félicité par le journal de Millerand, quand on est S. F. I. O., c'est admirable ! *L'Avenir* dit :

« Notre délégué à Genève n'éprouve pas à chaque instant le besoin de consulter la carte de l'Internationale qui met une petite tache rouge dans

son portefeuille. Son socialisme est une coquetterie, à peu près autant que sa ressemblance, qu'il cultive, avec Robespierre.

« M. Paul-Boncour a eu le malheur de prononcer, lors d'un voyage en Pologne, un discours patriotique et il a osé, à Genève, parler de « la sécurité » de la France. Aussitôt, grande indignation dans l'Internationale.

« Songez que de Paul-Boncour dépend en partie la sécurité du pays. Un mot de lui, un discours, une promesse, peuvent contribuer à la faiblesse ou à la grandeur de la France.

« Mais si M. Paul-Boncour est mis en demeure de choisir entre son mandat à Genève et sa qualité de socialiste, et s'il quitte dans ce cas son Parti — ce qui ne fait pas de doute pour nous — une scission socialiste est possible et même probable. »

Les fascistes catholiques réunissent 2.000 personnes à Belfort, 20.000 au Mans, 12.000 à Roanne. Bonne contre-manifestation au Mans.

26 octobre. — La hausse du franc continue à inquiéter les milieux financiers.

Paris-Midi s'élève contre la revalorisation et demande la stabilisation.

La vie chère est un danger pour le gouvernement, dit Paris-Midi, qui voit les choses à sa manière. Il signale l'importance de la journée du 7 novembre, le mécontentement des classes moyennes, etc.... Toutefois ce journal pense que si l'on stabilise, les prix ne monteront guère plus haut qu'à présent, car depuis juillet, ils ont grimpé suffisamment (voire !). Le chômage par contre lui semble inévitable, mais « la main-d'œuvre étrangère sera une soupape utile » ! Pour l'Echo de Paris, la stabilisation n'est pas encore proche.

Les stocks de devises du Trésor s'élèvent à 4 milliards de francs-papier.

Toute la presse du Cartel se réjouit des résolutions prises en vue des élections sénatoriales par les socialistes de la Seine.

La presse gouvernementale signale la crise politique latente : elle constate d'une part les appels de l'Ere Nouvelle à la droite socialiste en vue de former un Cartel solide « au Parlement, au Gouvernement et dans le Pays » ; d'autre part, les appels de Pierre Bertrand pour le Cartel reconstitué ; enfin la décision du Conseil S. F. I. O. Tout cela mène : à un Sénat à majorité gauche, et à un nouveau Cartel en 1928.

Sacco et Vanzetti sont en danger de mort. Le Parti et les organisations ouvrières révolutionnaires lancent un appel en leur faveur.

27 octobre. — Le Temps se demande ce qui peut sortir du rapprochement des S. F. I. O. et partis de gauche à l'occasion des élections. Les groupes cartellistes « auront-ils la loyauté d'accepter leur part de responsabilité dans les charges fiscales ? » Mais oui, mais oui.

A Niort, Renaudel parle sans vergogne : sa politique, c'est de changer la majorité du Sénat et faire, contre la réaction les élections de 1928. « Je ne veux pas séparer l'action des républicains de celle des socialistes. »

Poincaré n'a pas l'air très désireux de voir sa politique débattue au grand jour, sur la place publique. Il fait déposer, par de complaisants députés des Vosges, une proposition de loi tendant à supprimer les élections partielles. (On sait qu'il y a trois sièges à pourvoir dans le Nord, deux dans les Vosges, un dans la Nièvre.)

La livre, qui était en juillet à 248, est à 156,10 le 26 octobre.

Paris-Midi s'inquiète et signale le danger pour le franc, au cas où les positions spéculatives se retourneraient, c'est-à-dire si les acheteurs de francs se mettaient à les revendre. Et aussi le danger de crise économique. Cela seul nous intéresse, car cela signifie : chômage.

L'Association nationale d'expansion économique demande qu'on supprime la taxe à l'exportation. (On se souvient que Poincaré l'avait déjà

réduite pour certaines catégories, dès après son vote.) Ces messieurs n'ont qu'à demander, on les sert.

28 octobre. — Poincaré a exposé la répercussion des réformes administratives sur le budget. Le chiffre des économies s'élève pour 1927 à 116 millions. Belle affaire !

On constate, dans toute la période que nous examinons ici, que d'une façon générale, la presse « de droite » : Echo de Paris, Figaro, Débats, Avenir, prend la défense des agrariens, se prononce contre toutes mesures restrictives de la liberté du commerce intérieur et extérieur des produits agricoles : c'est la presse de gauche qui préconise l'intervention de l'Etat. Indice utile des liens qui unissent gros capital agraire et gros capital industriel.

Le Temps attaque une fois de plus les 8 heures.

Information, Paris-Midi, etc., continuent à réprouver la revalorisation du franc.

29 octobre. — Une appréciation qui, pour venir de la droite (Lucien Romier) n'en est pas moins juste : « Comme les socialistes semblent peu agressifs, pour le moment ! Ils avaient annoncé des campagnes de discours et de conférences... On ne voit rien, on n'entend rien. Ils sentent que l'opinion se tournerait contre eux s'ils troublaient l'expérience (pas l'opinion ouvrière, M. Romier). Ils se taisent, n'assumant la responsabilité ni de prendre part à l'épreuve, ni la responsabilité à la combattre. »

Henry Bérenger retourne aux Etats-Unis pour y discuter des dettes. Les avances de la Banque de France à l'Etat sont ramenées à 35.750 millions.

La circulation est à 54.578.995.000 francs. Les achats de monnaie s'élèvent à 1 milliard 65 millions (papier).

Le Parti communiste répond à l'U. S. C. au sujet des élections sénatoriales. Le P. C. ne s'arrête pas un instant à l'idée d'un « front unique » se limitant aux élections. Nous irons seuls à la bataille. Ce que nous pouvons assurer, c'est que nous ne suivrons en aucun cas une tactique susceptible « de faire le jeu de la réaction ».

Varenne rentre en France.

30 octobre. — Renaudel sur la voie de Noske. Il se fâche parce que les chefs socialistes sont parfois empêchés de parler par les travailleurs. Dans un article du Quotidien (Renaudel l'a quitté, mais il revient par la fenêtre), le vétérinaire cite d'abord un passage du Populaire du Centre et l'approuve : « Mais le gouvernement républicain, que fait-il ? C'est pourtant à lui qu'est dévolue la charge de faire respecter la liberté de réunion, de parole... » Pierre Renaudel précise : « D'abord, si les énergumènes persistent à rendre les réunions impossibles, on sera de plus en plus tenté de demander au gouvernement et au législateur de protéger par l'autorité de la loi, la liberté des citoyens dans les réunions, et de réclamer de sévères pénalités. » Et plus loin : « Il y a longtemps, qu'à mon jugement, le président d'une réunion devrait être investi du pouvoir de faire constater le délit d'obstruction et de violences systématiques... »

Que pensent les ouvriers socialistes et les autres de l'appel à la police lancé par un chef social-démocrate ?

Voilà la position d'un chef socialiste en politique. Voyons celle d'un réformiste :

Au Comité confédéral national réformiste, après un exposé de Jouhaux, une résolution est prise, demandant l'introduction des « méthodes américaines » en France. A toutes les lignes perçant la volonté de collaboration de classe, le souci de permettre à l'impérialisme français de rationaliser sa production, etc. Le Temps, dans un commentaire significatif, salue avec faveur l'évolution cégétiste. « La C. G. T. cesse de subir l'impulsion des socialistes, elle devient bientôt l'alliée du premier grand Parti de masses qui fera siennes les conceptions d'un Ford. N'est-

ce pas là une belle entreprise pour le *Parti radical*, encore à la recherche d'une doctrine sociale ? »

Le franc a monté hier jusqu'à 153. *L'Echo de Paris* estime que le gouvernement a intérêt à laisser se revaloriser le franc. C'est aussi l'avis de *l'Avenir*. Ainsi, en ce moment, les groupes bourgeois semblent divisés, les uns veulent une stabilisation rapide, d'autres une revalorisation.

F.

♦ ♦ ♦

La quinzaine syndicale du 15 au 30 octobre

La deuxième quinzaine d'octobre a été marquée, en France, par une nouvelle hausse du prix de la vie. L'indice, calculé d'après les bases de la C. G. T. Unitaire, s'est élevé de 680 en août à 728 en octobre. La conséquence en a été la continuité du mouvement gréviste avec la tendance à des victoires partielles.

DATES	Nouveaux conflits	Victoires	Défaites
16 octobre	»	1	1
18 —	3	1	»
19 —	3	1	»
20 —	3	1	»
21 —	»	3	»
22 —	1	»	»
23 —	4	»	»
26 —	2	1	»
29 —	»	2	»
30 —	»	3	»
	16	13	1

L'échelle mobile a été obtenue notamment dans diverses corporations de Fécamp. Deux grèves importantes ont atteint la métallurgie de Fives-Lille, dans le Rhône (Givors, 1.400 grévistes) et les mineurs à Belly-Montigny.

Cependant l'agitation vigoureuse se poursuit, préparant la journée nationale du 7 novembre.

Le 19, les fonctionnaires manifestent pour l'échelle mobile, au nombre de plusieurs milliers, aux Sociétés Savantes. Une grève limitée manifeste la combativité de la corporation des P. T. T.

Le 24, journée nationale des cheminots : 8.000 manifestants à Wagram. Grosses réunions à Sotteville, à Nancy, Lyon, Rennes et sur tous les réseaux. Les mesures prises par les compagnies marquent les progrès de l'agitation. Les congés, permis de déplacement, remplacements furent suspendus pendant les journées qui précédèrent la journée nationale. Brimades qui n'eurent d'ailleurs d'autre effet qu'étendre et renforcer le mouvement.

Le 27, nouvelle manifestation des fonctionnaires, cette fois dans la rue. Les métallurgistes de la région parisienne poursuivent activement, par les réunions d'usines, la préparation de leur congrès.

Cependant que se multiplient à la base les manifestations du front unique dans les grèves (Château-Regnault, Billy-Montigny) et dans les comités d'entente, que les boulangers de Lyon quittent l'autonomie pour adhérer à la C. G. T. U. le 19 octobre, que les travailleurs du Métro, confédérés et unitaires réunis votent une résolution pour la fusion par un congrès interconfédéral, la résistance des chefs confédérés au front unique s'exaspère.

Le 29, les dirigeants du syndicat confédéré des T. C. R. P. s'efforcent à faire échouer la manifestation du 7 novembre. Ils en seront pour leurs frais.

Le 26, la Commission administrative de la C. G. T. a refusé le front unique proposé par les unitaires.

Le Peuple multiplie articles, comptes rendus truqués, résolutions escroquées par la pression des fonctionnaires réformistes contre le front unique et les comités d'entente.

Cette campagne devient particulièrement odieuse quand Glay, du Syndicat national des instituteurs y prend part. Son but avoué est de faire cesser la campagne d'agitation menée en commun par les confédérés et les unitaires en faveur de Gaonnach, Caesnes, Le Rest et les époux Bonet. Cette campagne gêne les politiciens du Bloc des gauches car elle leur met le nez dans leurs ordures. Monsieur Glay ne veut pas entendre parler de ça.

* *

Le Comité national confédéré, réuni les 30 et 31 octobre à Paris, donne son plein sens à toutes ses manœuvres.

Après avoir porté à la présidence Jacquemin qui, à Dunkerque, a bien mérité des chefs confédérés et de leur politique de capitulation, les fonctionnaires réformistes ont multiplié les attaques et se sont excités mutuellement à briser toutes les tentatives d'unité. Il faut y voir l'aveu, que *le Peuple* n'imprime pas sous une autre forme que partout les manifestations d'action commune se multiplient, que la vague venue des masses menace la vieille C. G. T.

De cela les chefs n'en veulent à aucun prix. Quel désastre ce serait pour leur politique. En un langage de ministres capitalistes ils ont ensuite étudié la situation nationale, ont envisagé la reconstruction et la nationalisation de la production, conseillant à ce sujet le recours à de grands travaux nationaux auxquels seraient affectées les réparations en nature et le produit du plan Dawes.

Toute leur politique est dirigée dans le sens de l'asservissement des travailleurs à la politique de stabilisation capitaliste. L'action commune briserait ces beaux projets. Ils n'en veulent pas.

Ils organiseront une manifestation nationale pour les huit heures et la « réorganisation de l'industrie capitaliste », mais Bidegaray estime que cette journée devra surtout être dirigée contre les « communistes » et leur unité de front. Ainsi se vérifie la tendance des chefs de la C. G. T. à une collaboration de classe de plus en plus étroite.

* *

Tant de zèle séduit l'impérialiste Fédération américaine du travail. Réunie en congrès à Détroit, le 24 octobre, après avoir enregistré le chiffre de 2.813.910 cotisants, tous ouvriers qualifiés, elle constate avec satisfaction que ses membres sont les mieux rétribués du monde. Il faut attribuer cela, déclare-t-elle, à l'abondance des ressources naturelles, à l'excellence de l'outillage, à la puissance de la force motrice, au rendement élevé des travailleurs et enfin au mouvement syndical. Les hauts salaires et la réduction de la durée du travail comptent maintenant, aux yeux de tous, pour un enrichissement national. Le pays (lire le capitalisme d'Amérique) comprend qu'il est indispensable d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs si l'on veut éviter une crise de surproduction.

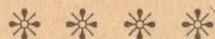
Ceci dit et après avoir déploré la présence de 1 million d'enfants de 10 à 15 ans au nombre des salariés aux Etats-Unis travaillant dans des conditions déplorables (la voilà l'armée des non qualifiés), la Fédération

américaine formule le désir de se réaffilier à la Fédération syndicale d'Amsterdam.

Après de lâches platitudes de cet ordre : « *La Fédération américaine du travail est profondément pénétrée de l'idée que l'interdépendance du bien-être et des intérêts des divers pays, l'aménagement mondial des marchés et des industries — par le capitalisme ! — doit avoir pour corollaire la collaboration mondiale des organisations syndicales* », la Fédération souhaite « *que la F. S. I. accorde à la F. A. T. tous les apaisements nécessaires concernant les garanties de son indépendance et de sa dignité nationale !* »

Les gens du *Peuple* célèbrent cela comme une victoire. Il ne s'agit pourtant pas d'une adhésion des chefs traîtres d'Amérique au mouvement ouvrier international, mais bien au contraire, ceux-ci, séduits par la lâcheté des chefs traîtres d'Europe, pensent qu'il sont devenus dignes de se mettre, à la remorque de la Fédération américaine du travail, au service des industriels de Chicago et des financiers de Wall Street.

I.



Le Gérant : BELLANGER.

L'UNION TYPOGRAPHIQUE.



RUE SAINT-GEORGES

*Pour comprendre la discussion passionnée
dans le P. C. R., il faut lire :*

I. STALINE

— III —

LES QUESTIONS DU LÉNINISME

Beau volume de 392 pages, grand format

Prix 20 francs

G. ZINOVIEV

— III —

LE LÉNINISME

Volume de 324 pages

Prix 14 francs

*Les organisations obtiendront des conditions spéciales au
Bureau d'Éditions, 132, Faubourg Saint-Denis, PARIS (X^e)*

*Les membres du Parti recevront ces ouvrages, franco, en
adressant : 13 fr. 50 pour le livre de Staline, ou 10 fr.
pour le livre de Zinoviev, directement au Siège du Parti,
120, rue Lafayette, PARIS (X^e). — Chèque Postal : 608-64.*

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ
132, Faubourg Saint-Denis - PARIS (10^e)

Tél. : Nord 07-51 et 97-32

Chèque Postal : 943-47

V. CAT

L'INFLATION

Ses Profiteurs - Ses Victimes

Prix 4 fr. 50

M. BEER

KARL MARX

Sa Vie - Son Œuvre

Prix 6 francs

En vente DANS VOS ORGANISATIONS et à la LIBRAIRIE
de L'HUMANITÉ, 120, rue Lafayette PARIS (X^e)